

Tchad : Consultations de 2010 au titre de l'article IV — Rapport des services du FMI; supplément des services du FMI; note d'information au public sur la réunion du Conseil d'administration; et déclaration de l'administrateur pour le Tchad

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Dans le cadre de l'examen conjugué des consultations de 2010 avec le Tchad au titre de l'article IV, les documents suivants ont été publiés et inclus dans le présent dossier :

- Le rapport des services du FMI sur les consultations de 2010 au titre de l'article IV préparé par la mission des services du FMI au terme d'entretiens menés, jusqu'au 27 avril, 2010, avec les autorités tchadiennes sur l'évolution et la politique économiques du pays. Le rapport des services du FMI, rédigé à partir d'informations disponibles au moment des entretiens, a été achevé le 1^{er} juin, 2010. Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de la mission et ne reflètent pas nécessairement l'avis du Conseil d'administration du FMI.
- Un supplément des services du FMI sur l'analyse de la viabilité de la dette effectuée conjointement par le FMI et la Banque mondiale.
- Un supplément, au 16 juin 2010, des services du FMI sur la mise à jour de l'information sur les développements économiques récents au Tchad.
- Une note d'information au public (NIP) résumant les avis du Conseil d'administration formulés à la réunion du 16 juin 2010 consacrée à l'examen du rapport des services du FMI, qui a conclu les consultations au titre de l'article IV.
- Une déclaration de l'administrateur pour le Tchad.

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations susceptibles d'influencer le marché.

Le public peut se procurer ce rapport à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org • Internet: <http://www.imf.org>

Prix : \$18.00 la copie

**Fonds monétaire international
Washington, D.C.**

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

TCHAD

Rapport des services du FMI pour les consultations de 2010 au titre de l'article IV

Préparé par l'équipe des services du FMI chargée des consultations de 2010 avec le Tchad

Approuvé par Seán Nolan et Dhaneshwar Ghura

1^{er} juin 2010

Les entretiens relatifs aux consultations de 2010 au titre de l'article IV se sont déroulés du 4 au 17 mars 2010 à N'Djamena, et du 23 au 27 avril 2010 à Washington. La mission a été reçue par le Premier ministre et par les ministres des finances et du budget, de l'économie et du plan, de l'infrastructure, et du pétrole; elle s'est entretenue avec les membres de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, des membres de la haute administration et des représentants du secteur privé, des syndicats, de la société civile, ainsi que des représentants de la communauté des bailleurs de fonds et des diplomates accrédités à N'Djamena.

La mission se composait de MM. Josz (chef de mission), Ladd, Kinda (tous du Département Afrique) et Petit (du Département des finances publiques); elle a bénéficié du concours de M. Karangwa (Représentant résident du FMI à N'Djamena).

Les dernières consultations au titre de l'article IV ont été conclues le 28 janvier 2009. À l'époque, les administrateurs avaient souligné que l'amélioration de la gestion des finances publiques était indispensable pour atteindre les objectifs budgétaires à moyen terme, améliorer la qualité de la dépense publique et éliminer les dépassements de crédits budgétaires.

Régime de change. Le Tchad est membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Il a accepté les obligations découlant de l'Article VIII des Statuts du FMI. La monnaie régionale, le franc CFA (FCFA), est arrimé à l'euro.

Table des matières	Page
Résumé analytique	4
I. Les principaux défis.....	5
II. Évolution économique récente	9
III. Compte rendu des entretiens	15
A. Mesures destinées à remédier aux pénuries alimentaires	15
B. Perspectives macroéconomiques à moyen terme.....	16
C. Ancrage de la politique budgétaire sur un cadre à moyen terme	17
D. Améliorer la gestion des finances publiques pour que la ressource pétrolière génère une croissance hors secteur pétrolier plus forte et le recul de la pauvreté.....	21
E. Renforcer la croissance hors secteur pétrolier	22
IV. Relations avec le FMI.....	22
V. Évaluation des services du FMI.....	23
 Encadrés	
1. Les déterminants de l'inflation.....	14
2. Évaluation du taux de change effectif réel	15
3. Analyse de viabilité de la dette.....	18
 Tableaux du texte	
1. Classement sur les indices de compétitivité, 2010.....	9
2. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2008-09	11
3. Observation des critères de convergence de la CEMAC, 2003-09.....	13
4. Cadre macroéconomique, 2008-13	17
5. Opérations financières de l'administration centrale, 2009-11	21
 Graphiques	
1. CEMAC -- Horizons de production pétrolière.....	5
2. Progression vers les OMD, 1990-2015	6
3. Impact of Oil Production on Fiscal Policy and Public Financial Management, 2002-09	7
4. Le secteur financier est sous développé comparé aux pays africains à faible revenu	8
5. Évolution économique récente, 2002-10	12
6. Recettes totales, pétrolières et non pétrolières incluses, 2000-31.....	19
7. Solde primaire non pétrolier (SPNP), 2000-20.....	19

Tableaux

1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008-13.....	25
2. Indicateurs du secteur réel et de la demande, 2008-13	26
3. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2008-13 (en milliards de FCFA)	27
4. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2008-13 (en pourcentage du PIB hors pétrole	28
5. Balance des paiements, 2008-13.....	29
6. Situation monétaire, 2008-13.....	30
7. Indicateurs de solidité financière, 2003-09.....	31
8. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008-15.....	32
9. Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990-2008	33
10. Indicateurs quantitatifs du Programme de référence pour la période allant du 1 ^{er} avril au 31 octobre 2009 et projections au-delà de cette période.....	34
11. Mesures préalables et repères structurels du programme de référence, avril-octobre 2009.....	35

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'instabilité chronique du Tchad a freiné la croissance et la réduction de la pauvreté. Malgré les recettes pétrolières importantes engrangées depuis 2003, le Tchad reste parmi les pays les plus pauvres du monde et a fait peu de progrès vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). La situation sécuritaire s'améliore grâce au récent rapprochement intervenu avec le Soudan, mais des incertitudes demeurent.

La production a baissé de 2 % en 2009, en raison de l'effondrement de la production agricole due à la mauvaise pluviométrie et à la tendance à la baisse de la production d'hydrocarbures. L'inflation a atteint 10 % en 2009 mais elle recule depuis la fin de la crise pétrolière et alimentaire.

La mauvaise récolte pourrait conduire à une pénurie alimentaire pour plus de 2 millions de personnes (18 % de la population). Le gouvernement a commencé à répondre aux besoins alimentaires supplémentaires, estimés entre 80.000 et 100.000 tonnes, en coopération avec des bailleurs de fonds.

La crise financière mondiale a surtout frappé le Tchad par la baisse des prix pétroliers. La situation budgétaire s'est fortement dégradée en 2009, le gouvernement ayant augmenté les dépenses publiques, face à la diminution des recettes pétrolières, en épuisant les revenus pétroliers épargnés à la BEAC. Le niveau des dépenses publiques de 2008-09 n'était pas viable, entraînant une forte réduction de l'épargne pétrolière et le gonflement de la dette.

La politique budgétaire à moyen terme doit être conçue en tenant compte de l'épuisement des ressources pétrolières dans les 20 prochaines années. Malgré d'éventuelles découvertes de gisements, il est quasiment certain que la production de pétrole ira en diminuant. Les services du FMI recommandent une stratégie d'ajustement budgétaire fondée sur la réduction constante du déficit primaire non pétrolier, parallèlement à la concentration des dépenses sur les axes prioritaires. Sans un ajustement budgétaire, la dette atteindra rapidement des niveaux insoutenables.

Pour 2010, les autorités devraient adopter un collectif budgétaire qui permette le financement des dépenses prioritaires sous financées tout en continuant de viser une forte diminution du déficit primaire non pétrolier. Un ajustement supplémentaire sera également nécessaire en 2011, compte tenu des contraintes financières.

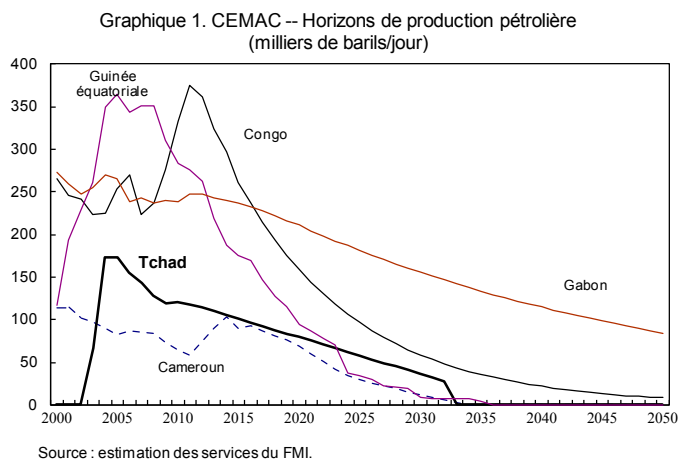
Une amélioration générale de la gestion des finances publiques s'impose pour permettre que les ressources pétrolières se traduisent par des niveaux de capital humain et physique supérieurs à la période de l'avant-pétrole. Améliorer le fonctionnement de la justice, renforcer le secteur financier et réformer les entreprises publiques du secteur du coton et des services publics sont parmi les mesures indispensables pour promouvoir une croissance qui ne dépende pas exclusivement des ressources pétrolières.

I. LES PRINCIPAUX DÉFIS

1. **La situation sécuritaire chroniquement instable du Tchad freine la croissance et la réduction de la pauvreté.** Le Tchad est parmi les pays les plus pauvres du monde et a peu progressé, jusqu'à présent vers la réalisation des OMD (graphique 2 et tableau 9). Il a été en conflit sur la majeure partie des trente dernières années. La crise du Darfour et l'instabilité en République Centrafricaine ont poussé près de 300.000 réfugiés vers le Tchad, qui s'ajoutent aux quelques 180.000 déplacés intérieurs. Le récent rapprochement intervenu entre le Tchad et le Soudan a amélioré la situation sécuritaire mais des incertitudes demeurent. Les élections législatives sont prévues en novembre 2010 et la présidentielle en avril 2011.

2. **Le défi majeur à moyen terme pour le Tchad est de saisir l'occasion qu'offrent les revenus pétroliers pour stimuler la croissance du secteur non pétrolier et faire reculer la pauvreté.** Cela exige une politique budgétaire prudente inscrite dans un cadrage à moyen terme et une gestion rigoureuse des finances publiques. Des progrès rapides sont nécessaires parce que les revenus pétroliers ne sont pas

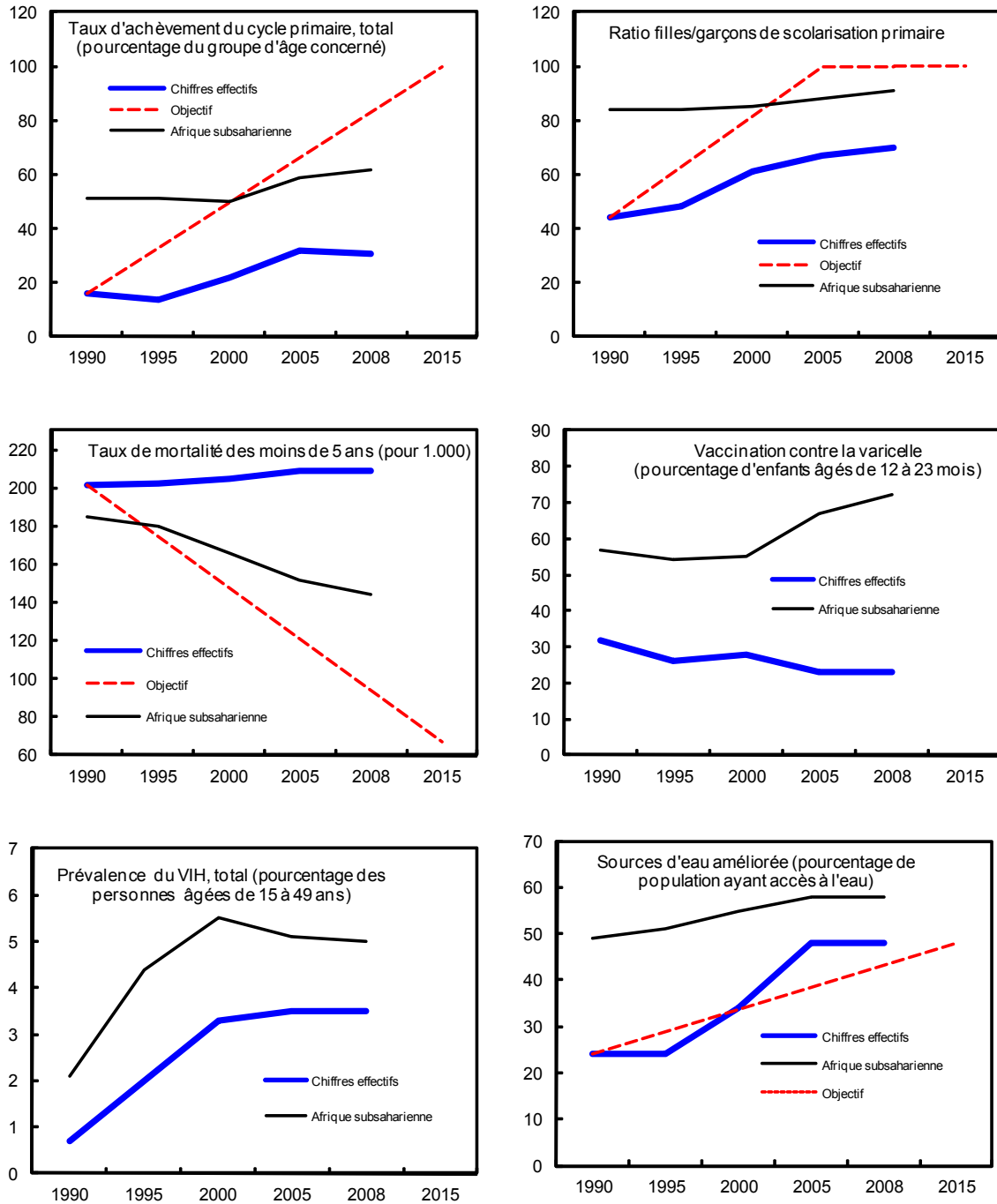
infinis, les projections prévoyant une diminution progressive de la production du champ de Doba qui tombera à un niveau négligeable à l'horizon 2032 (graphique 1).



3. **Pour le moment, la manne pétrolière a mené les dépenses publiques sur une trajectoire insoutenable** (graphique 3). Les dépenses publiques annuelles ont doublé (en pourcentage du PIB hors pétrole) par rapport à 2003, atteignant 46 % du PIB hors pétrole en 2009. Les revenus pétroliers ont alimenté l'augmentation non seulement des dépenses prioritaires signalées dans la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) mais aussi des dépenses sécuritaires. Le déficit primaire hors recettes pétrolières a atteint un niveau (28 % du PIB hors pétrole en 2009) beaucoup plus élevé que son niveau d'équilibre à long terme (estimé en-dessous de 5 %) qui permettrait de transformer le reste de la manne pétrolière des vingt prochaines années en flux de revenus permanents¹.

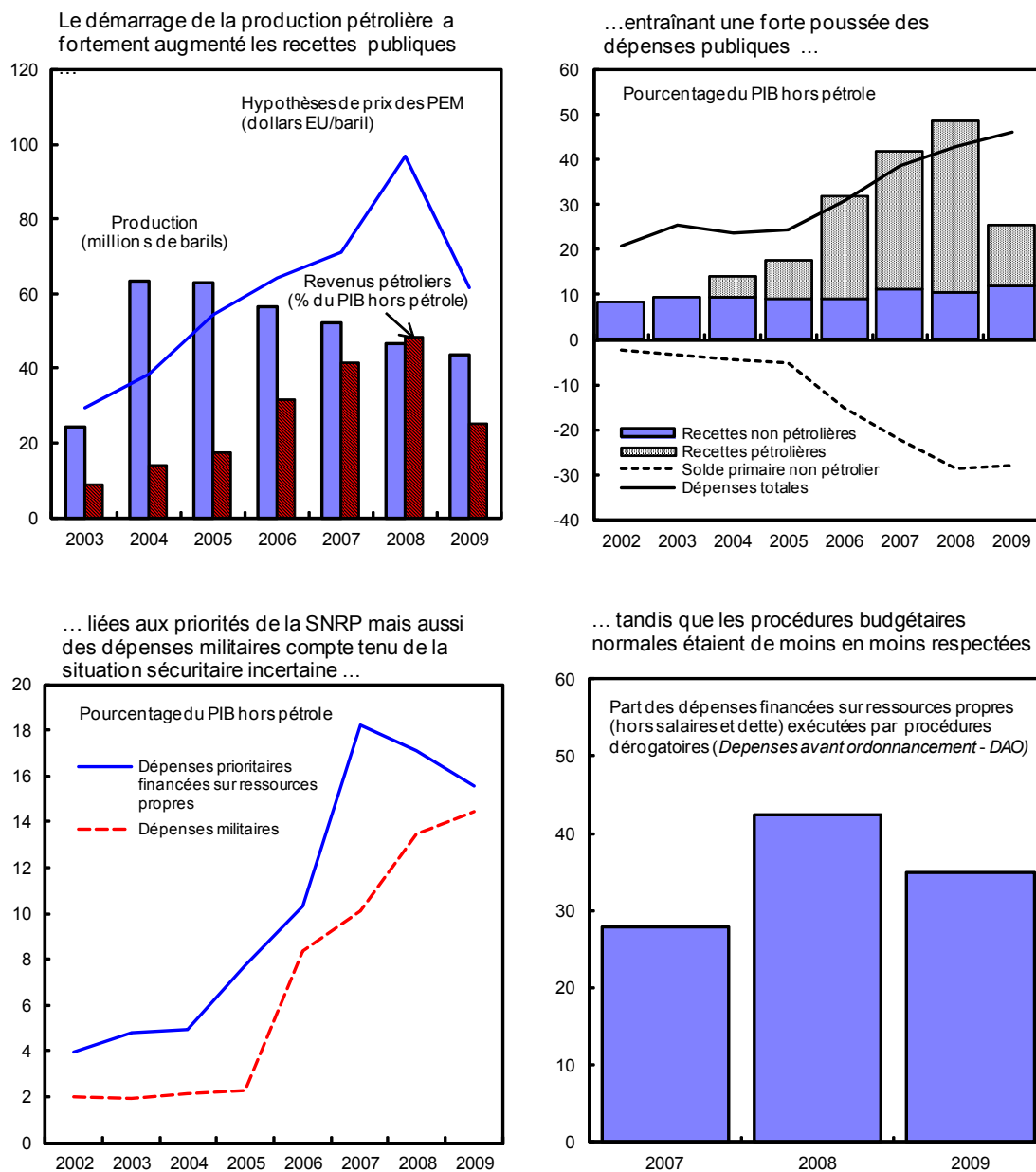
¹ Pour une estimation du niveau de viabilité du solde primaire hors pétrole du Tchad, voir [Rapport n° 09/68 du FMI; Tchad — Rapport des services du FMI pour les consultations de 2008 au titre de l'article IV; Encadré 1, page 13](#) et [FMI Rapport n° 09/67; Tchad — Questions diverses; chapitre II.](#)

Graphique 2. Tchad -- Progression vers les OMD, 1990-2015



Source : Banque mondiale, base de données des indicateurs du développement dans le monde.

Graphique 3. Tchad -- Impact de la production pétrolière sur la politique budgétaire et la gestion des finances publiques, 2002-09



Sources : autorités tchadiennes et estimations des services du FMI.

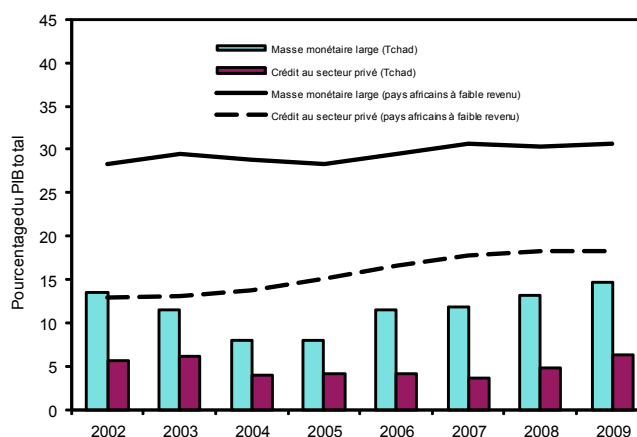
4. Cette expansion budgétaire a mis à rude épreuve la capacité d'absorption et la gestion des finances publiques (GFP) et susciter des préoccupations de gouvernance.

Les préoccupations relatives à la capacité d'absorption sont liées à la conjonction d'une croissance rapide des dépenses d'investissement avec une attention insuffisante pour les conséquences pluriannuelle des décisions d'investissement, notamment les crédits de fonctionnement des secteurs de la santé et de l'éducation. Les préoccupations en matière de GFP ont trait aux liens distants entre les budgets annuels et la SRP, ainsi qu'au rôle limité des ministères dépensiers dans l'élaboration de leurs budgets. Les préoccupations de gouvernance sont liées aux déficiences des pratiques de passation des marchés et aux fréquentes dérogations aux procédures budgétaires (graphique 3).

5. Ces dernières années, les résultats du Tchad dans le cadre des programmes appuyés par le FMI ont été médiocres tandis que les relations avec d'importants partenaires techniques et financiers ont été tendues. Le dernier accord conclu au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (désormais Facilité élargie de crédit -FEC), couvrant la période de février 2005 à mai 2008, a expiré sans qu'aucune revue ait été conclue, ce qui dénote des dérapages budgétaires récurrent et des difficultés à renforcer la GFP. Un programme de référence (PR) pour la période d'avril à octobre 2009 a dérapé en raison d'importants dépassements de crédit (para. 11). En raison de divergences sur la taille et la qualité des dépenses financées par les recettes pétrolières, la Banque mondiale a demandé au Tchad de rembourser par anticipation tous les prêts liés à la construction de l'oléoduc en septembre 2008. La Banque a renoué avec les autorités tchadiennes en dehors du secteur pétrolier². Les faibles résultats macroéconomiques et le peu de progrès vers la mise en action des déclencheurs n'ont pas permis au Tchad d'atteindre le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE renforcée.

6. Le système financier est peu développé. Comparé à d'autres pays africains à faible revenu, la monétisation est faible et le crédit au secteur privé réduit, ce qui constitue autant de freins au développement du secteur privé (graphique 4).

Graphique 4. Tchad — Le secteur financier est sous développé comparé aux pays africains à faible revenu



Sources : autorités tchadiennes et estimations des services du FMI.

² Tchad — Rapport des services du FMI pour les consultations de 2010 au titre de l'article IV. Annexe d'information, page 7.

7. **Le climat général des affaires est très difficile au Tchad.** Dans les classements mondiaux, le Tchad se situe toujours dans les 10 % de pays les moins bien classés (tableau 1 du texte).

Tableau texte 1. Tchad — Classement sur les indices de compétitivité, 2010			
<i>Indice mondial de compétitivité 2009-2010</i> (133 pays, 1 = premier, 133 = dernier) <i>Le Tchad est très mal classé en matière d'infrastructure, d'enseignement supérieur, de santé et de gouvernance, mais fait "mieux" en ce qui concerne la stabilité macroéconomique.</i>		<i>Indicateurs du climat des affaires 2010</i> (183 pays, 1 = premier, 183 = dernier) <i>Le Tchad est très mal classé en matière de création et de liquidation d'entreprise, mais se situe "mieux" en ce qui concerne les procédures d'attribution de permis de construire.</i>	
Classement général du Tchad	131	Classement général du Tchad	178
Sous-catégories :		Sous-catégories :	
Stabilité macroéconomique	82	Octroi de permis de construire	73
Efficience du marché du travail	102	Recrutement de personnel	118
Innovation	120	Protection des investisseurs	132
Préparation technologique	127	Païement des impôts	133
Entreprises de pointe	129	Obtention de titres de propriété	136
Institutions/gouvernance	131	Accès au crédit	150
Santé et enseignement primaire	133	Commerce transfrontier	169
Efficience du marché des produits	133	Application des contrats	170
Formation et enseignement sup.	133	Création d'entreprise	182
Infrastructure	133		
Source : Forum économique mondial.		Source : Banque mondiale.	

8. **Le gouvernement a adopté une nouvelle SNRP en avril 2008.** La SNRP souligne l'importance que revêt le rétablissement de la sécurité, de la viabilité budgétaire, de mesures de saine gestion des finances publiques et de dépenses publiques de grande qualité pour promouvoir la diversification de l'économie et la réduction de la pauvreté³.

II. ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

9. **La production a chuté en 2009 et la baisse de l'inflation s'est amorcée** (tableaux 1-2 et graphique 5). Le PIB réel a fléchi de 2 % en raison de la forte baisse de la production agricole due à la mauvaise pluviométrie et de la tendance à la baisse de la production de pétrole (graphique 2). L'inflation (portée de 8 % en moyenne en 2008 à 10 % en 2009), a amorcé une baisse après la crise pétrolière et alimentaire. L'évolution de la pluviométrie, des dépenses publiques, des prix chez les partenaires commerciaux et des taux de change ont été les principaux déterminants de l'inflation sur la période (Encadré 1).

³ Tchad — Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (www.imf.org) et Tchad — Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté; Note consultative conjointe des services du FMI et de la Banque mondiale (www.imf.org).

10. **Le taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié depuis plusieurs années,** dénotant les effets de la vigueur de l'euro et la montée en flèche des dépenses publiques (graphique 5). Le récent repli de l'euro (s'il se poursuit) et l'éventuel assainissement des finances publiques (para. 22), aboutiront sans doute à une dépréciation en termes réels durant les années à venir⁴. L'application des méthodes conventionnelles ne signale pas de surévaluation significative par rapport aux fondamentaux (Encadré 2).

11. **La situation budgétaire s'est fortement dégradée en 2009 en raison de la hausse des dépenses publiques alors que les recettes pétrolières diminuaient** (Tableau 2 du texte; tableaux 3-4 et graphique 3).

- Les revenus pétroliers ont fortement baissé (de 38 % du PIB hors pétrole en 2008 à 13 % en 2009) en raison de la chute des cours mondiaux du pétrole et du paiement par anticipation des taxes pétrolières de 2009 en 2008 comme convenu avec le consortium pétrolier⁵.
- Les dépenses ont augmenté (de 43 % du PIB hors pétrole en 2008 à 46 % en 2009) et dépassé (de loin) les plafonds de dépenses fixés, tant au budget initial approuvé en décembre 2008 que dans le collectif approuvé en août 2009 dans le cadre du PR.
- Le solde budgétaire global est passé d'un excédent substantiel (près de 7 % du PIB hors pétrole) en 2008 à un important déficit (de l'ordre de 21 % du PIB hors pétrole) en 2009 qui a été financé par le panachage des mesures suivantes : i) fortes ponctions sur les revenus pétroliers épargnés à la BEAC; ii) augmentation des crédits de la BEAC (y compris la contrepartie de la nouvelle allocation de DTS du Tchad⁶); iii) fortes augmentations des financements extérieurs (essentiellement des dons) pour le financement de projets mis en œuvre par les bailleurs de fonds.
- Le solde primaire hors pétrole s'est légèrement amélioré en 2009 (de moins de 1 % du PIB hors pétrole), à la faveur de l'amélioration des recettes fiscales non pétrolières.
- L'alignement des dépenses sur les priorités de la SNRP (mesurée par la proportion de dépenses prioritaires dans le total des dépenses primaires) s'est détérioré en 2009 du fait de la poursuite de l'augmentation des dépenses de sécurité.

⁴ Une récente évaluation de la viabilité extérieure de la zone a aussi montré que l'alignement du TCER de la CEMAC sur les fondamentaux est subordonné à l'assainissement des finances publiques.

⁵ [FMI, Rapport n° 09/206 Tchad — Programme de référence, paragraphe 9 page 7.](#)

⁶ Le Tchad a bénéficié d'une allocation supplémentaire de DTS de 44,2 millions (32 milliards de francs CFA soit 1,4 % du PIB non pétrolier) au terme de l'allocation générale de DTS équivalente à 250 milliards de dollars EU et du quatrième amendement des Statuts du FMI; un financement correspondant à la part allouée au Tchad a donc été rétrocédée au gouvernement tchadien par la BEAC.

12. Le respect des critères de convergence de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) s'est dégradé depuis 2007, du fait de la détérioration de la situation budgétaire et du niveau d'inflation élevé (Tableau 3 du texte).

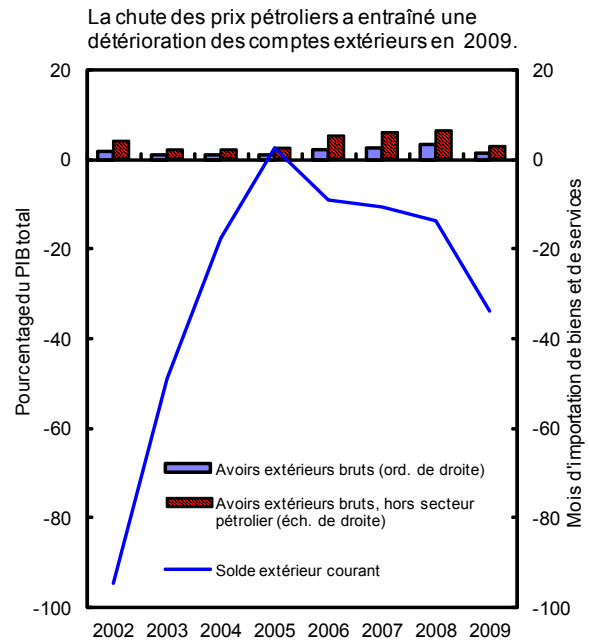
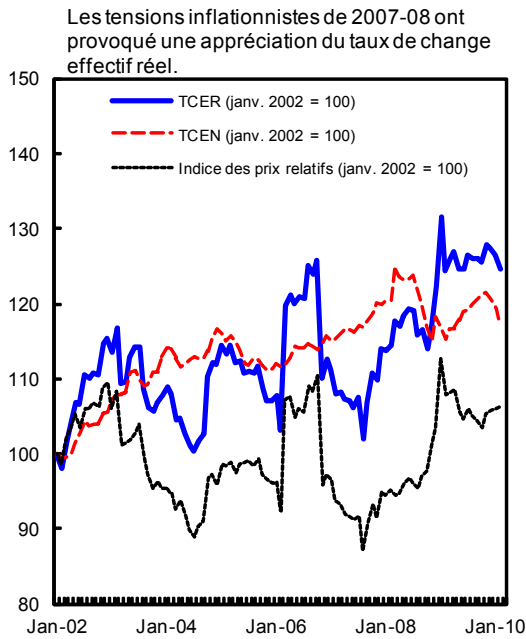
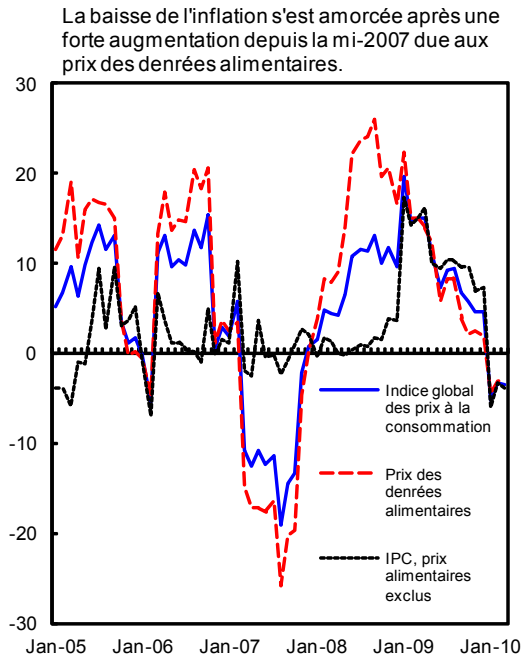
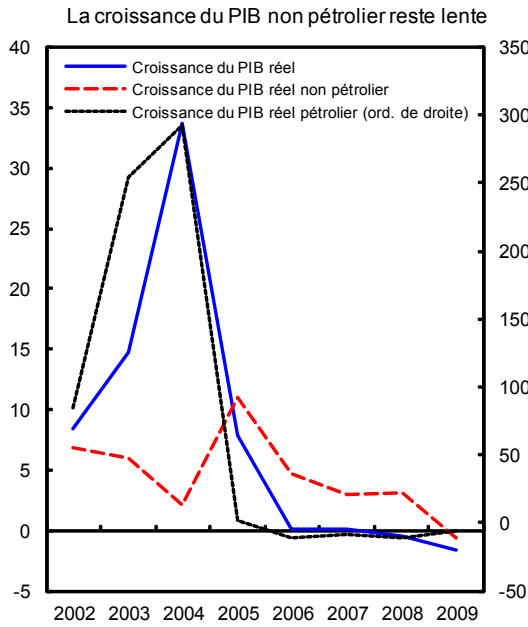
Tableau 2 du texte 2. Tchad — Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2008-09 (En pourcentage du PIB hors pétrole, sauf indication contraire)				
	2008	2009		Est.
	Est.	Budget initial	Budget révisé	
Recettes	48.6	31.9	15.9	25.2
Recettes pétrolières	38.2	22.4	4.3	13.2
Recettes non pétrolières	10.3	9.5	11.6	11.9
Dépenses	43.1	37.6	33.9	46.1
Dépenses courantes	28.5	22.5	23.0	29.6
Dépenses d'investissement	14.6	15.1	10.9	16.5
financées sur ressources intérieures	10.8	9.4	7.6	11.3
financées sur ressources extérieures	3.7	5.7	3.2	5.2
Solde primaire hors pétrole ¹	-28.7	-21.6	-18.4	-28.0
Solde global (hors dons, espèces)	6.7	-6.2	-18.6	-20.8
Financement intérieur	-7.9	2.0	16.4	15.4
Financement extérieur	1.2	4.2	2.2	5.5
<i>Pour mémoire</i>				
Total des dépenses militaires	13.5	6.5	9.5	14.5
Dépenses prioritaires (en % du total des dépenses hors paiements d'intérêts) ²	40.3	43.8	42.5	34.5
Dépôts bancaires (BEAC surtout)	14.5	10.0	0.1	3.8

Sources : autorités tchadiennes; estimations des services du FMI.

1. Défini au tableau 3, note de renvoi 3.

2. Défini au tableau 3, note de renvoi 5.

Graphique 5. Tchad -- Évolution économique récente, 2002-10



Sources : autorités tchadiennes et estimations des services du FMI.

	Critères	2004	2005	2006	2007	2008	2009 Est.
Solde budgétaire de base ¹	≥ 0	-0.2	1.1	3.8	4.3	5.0	-10.4
Solde budgétaire structurel de base ²	≥ 0	NA	NA	-2.2	-1.4	-0.2	-2.5
Solde budgétaire de base, hors pétrole ³	≥ 0	-5.1	-6.7	-15.8	-22.7	-28.7	-28.0
Inflation mesurée par l'IPC (variation annuelle en pourcentage)	≤ 3	-4.8	3.7	7.7	-7.4	8.3	10.1
Stock de la dette publique	≤ 70	34.2	33.6	29.6	26.0	23.6	31.4
Variation nette des arriérés de l'État	≤ 0	0.9	0.1	-0.2	-0.6	-2.4	-2.6
		Nombre de critères respectés sur l'ensemble des critères					
Observation des 4 critères principaux par le Tchad		2/4	2/4	3/4	4/4	3/4	2/4
Observation des 4 critères principaux par les autres pays de la CEMAC		3/4	3/4	2/4	3/4	3/4	3/4

Sources : autorités tchadiennes; estimations des services du FMI.
1. Solde budgétaire global hors dons et investissements financés sur ressources extérieures.
2. Solde budgétaire de base, où les recettes pétrolières sont remplacées par leur moyenne sur t-2 à t.
3. Solde budgétaire global, hors recettes pétrolières, dons et investissements financés sur ressources extérieures. En pourcentage du PIB hors pétrole.

13. **La balance des paiements du Tchad s'est dégradée en 2009** (tableau 5 et graphique 5). La baisse des prix du pétrole a entraîné une forte augmentation du déficit extérieur courant, une détérioration du solde global et une réduction des réserves officielles brutes imputées (à 3 mois d'importations de biens et de services, nettes des importations du secteur pétrolier)⁷.

14. **La masse monétaire large s'est légèrement contractée en 2009** (tableau 6), reflétant pour partie la baisse de l'activité économique.

15. **Le secteur financier comporte des foyers de vulnérabilité** (tableau 7). Les bilans de huit banques, la plupart étrangères, n'ont pas subi le contrecoup direct de la crise des économies avancées, en raison de leur faible interaction avec les marchés financiers internationaux. Mais le secteur bancaire reste sujet à des vulnérabilités dues à son manque de profondeur, à la forte concentration des prêts, à la fragilité de la situation de certaines banques, à l'insuffisance des contrôles sur place, au mauvais fonctionnement de la justice et, de manière générale, au sous-développement des marchés financiers de la zone CEMAC.

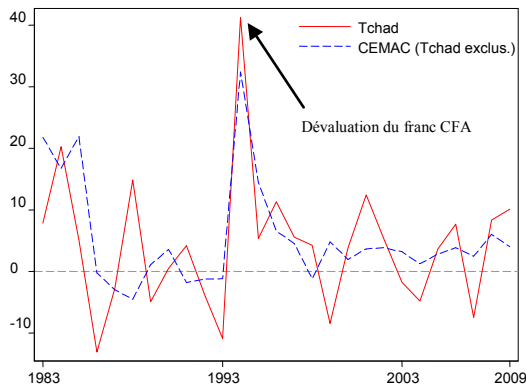
16. **Les réformes microéconomiques ont peu progressé.** La société cotonnière publique continue d'avoir besoin de transferts budgétaires (équivalant à 1,3 % du PIB hors pétrole en 2009) pour couvrir les pertes dues à la baisse des cours du coton sur le marché international, à la baisse de la production et aux déficiences de sa gestion. L'entreprise publique d'eau et d'électricité a aussi eu besoin de transferts budgétaires (de 0,8 % du PIB hors pétrole en 2009) pour éponger les pertes découlant du faible niveau de recouvrement des coûts, des procédures d'approvisionnement en pétrole par marchés de gré à gré et de la mauvaise gestion, autant de facteurs qui ont provoqué de fréquents délestages.

⁷ Le consortium pétrolier finançant ses vastes besoins en importations pour l'exploitation du champ pétrolier sur ressources propres, le paramètre de suivi du niveau des réserves de change imputées est donné par les importations de biens et de services, moins les importations du secteur pétrolier.

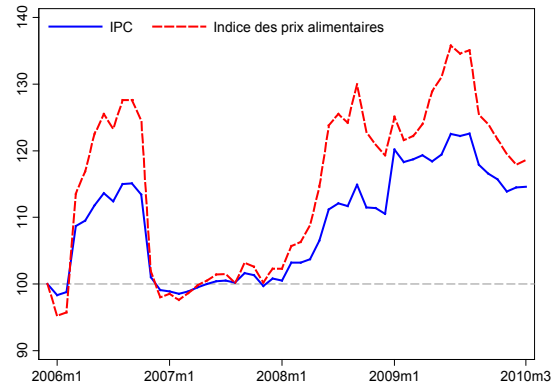
Encadré 1. Tchad — Les déterminants de l'inflation

L'inflation moyenne, généralement modérée, a récemment augmenté. Elle s'est établie en moyenne à 5 % par an sur la période 1983-2009, malgré d'importantes fluctuations en glissement annuel (graphique A). Les prix des produits alimentaires ont augmenté par rapport aux produits non alimentaires au cours des trois dernières années (graphique B).

Graphique A. Tchad — Inflation annuelle, 1983-2009 (Pourcentage)



Graphique B. Tchad — Indices mensuels des prix à la consommation et des prix alimentaires, décembre 2005 – mars 2010



La pluviométrie, les dépenses publiques, l'évolution des prix chez les partenaires commerciaux et celle du taux de change ont été les principaux déterminants de l'inflation. La pluviométrie affecte les prix intérieurs (avec trois trimestres de décalage) par son impact sur l'agriculture. Le démarrage de la production de pétrole en 2003 a accru les dépenses publiques, ce qui a eu des répercussions considérables sur l'inflation (avec un retard d'un trimestre) à travers les pressions sur la demande de produits non échangeables. L'évolution des prix chez les partenaires commerciaux et les variations du taux de change effectif nominal se répercutent sur les prix intérieurs par le biais des importations (avec un décalage d'un trimestre).

Encadré 2. Tchad — Évaluation du taux de change effectif réel

Les services du FMI ont étudié la pertinence du taux de change effectif réel prévalant à partir des méthodes du CGER adaptées aux caractéristiques du Tchad, pays à faible revenu producteur de pétrole¹. Il ressort de cette étude que le niveau actuel du TCER n'est pas foncièrement incohérent; le scénario à moyen terme sur lequel reposent les conclusions de cette étude suppose un ajustement budgétaire significatif sur la période (para. 22) pour garantir la viabilité budgétaire :

- *Méthode du taux de change réel d'équilibre.* Les régressions du TCER appliquées à une série de fondamentaux montrent que sur la base de leurs valeurs actuelles, le TCER est supérieur à son niveau d'équilibre estimé d'environ 4 % en 2009.
- *Méthode de l'équilibre macroéconomique.* Les estimations établies par cette méthode indiquent une surévaluation du TCER de 6 à 8 %, ce qui correspond au niveau de dépréciation nécessaire pour aligner le solde extérieur courant sous-jacent sur son niveau estimatif à moyen terme.
- *Méthode de la viabilité extérieure.* Les calculs effectués à partir de cette méthode signalent une surévaluation du TCER de l'ordre de 5 à 8 %. Cela correspond au niveau de dépréciation nécessaire pour combler l'écart entre le solde extérieur courant sous-jacent d'équilibre et le niveau de référence qui stabiliserait la position des engagements extérieurs nets à un niveau d'équilibre estimatif à moyen terme.

Ces conclusions sont assorties d'une réserve dans le cas du Tchad, compte tenu des perspectives d'épuisement des recettes pétrolières et les difficultés qui en résultent pour établir des normes adéquates à moyen terme du solde extérieur courant et des engagements extérieurs nets.

¹ Pour plus de détails sur les méthodes du CGER, voir Lee *et al* (2008) "Exchange Rate Assessments: CGER Methodologies", FMI, Étude spéciale 261 de la série «Occasional Paper» et, Bems et de Carvalho Filho (2009), "Exchange Rate Assessments: Methodologies for Oil Exporting Countries" Document de travail n° 09/281 du FMI.

III. COMPTE RENDU DES ENTRETIENS

17. Les entretiens relatifs aux consultations au titre de l'article IV ont été centrés sur cinq thèmes principaux : i) les mesures destinées à remédier aux pénuries alimentaires; ii) les perspectives macroéconomiques à moyen terme; iii) l'ancrage de la politique budgétaire sur un cadre à moyen terme reconnaissant le caractère épuisable des ressources pétrolières; iv) améliorer la gestion des finances publiques pour que la ressource pétrolière génère une croissance hors secteur pétrolier plus forte et le recul de la pauvreté; v) renforcer la croissance hors secteur pétrolier.

A. Mesures destinées à remédier aux pénuries alimentaires

18. **Des mesures sont nécessaires, tant à brève échéance, pour remédier à la pénurie alimentaire imminente, qu'à long terme pour accroître la productivité agricole.** Comme d'autres pays sahéliens, le Tchad connaît de graves pénuries alimentaires en 2010 dues à la

mauvaise pluviométrie de 2009. La production agricole a diminué d'un tiers en 2009 (¶9). De ce fait, près de 2 millions de personnes (18 % de la population) seraient menacées par la famine dans les mois à venir, sauf si le déficit en ressources alimentaires estimé entre 80.000 et 100.000 tonnes est comblé dans l'intervalle. Le gouvernement a commencé à utiliser son stock alimentaire de 10.000 tonnes et passé commande de 33.000 tonnes de produits alimentaires pour un montant de 20 milliards de francs CFA (soit 0,8 % environ du PIB hors pétrole) qui doit être inclus dans le collectif budgétaire 2010 (para. 24). Le Programme alimentaire mondial coordonne l'importation de 47.000 tonnes de denrées alimentaires à un coût estimé à 65 millions de dollars EU, qui sera financé par la communauté des bailleurs de fonds. Les services du FMI ont salué la prompt réaction des autorités face à la crise, tout en signalant qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts avec l'assistance des bailleurs de fonds, pour améliorer la productivité agricole à moyen terme.

B. Perspectives macroéconomiques à moyen terme

19. Les perspectives macroéconomiques sont tributaires de la reprise attendue de l'agriculture, de la construction du second projet pétrolier, du redressement progressif du cours du pétrole et de l'ajustement budgétaire nécessaire face aux contraintes de financement (tableau 4 du texte).

- La croissance hors pétrole sera stimulée par le rebond escompté de l'agriculture et les grands projets de construction, notamment le second projet pétrolier (un tiers de la taille du projet lancé en 2003), une raffinerie de pétrole et une usine électrique.
- En 2011, l'inflation devrait converger vers l'objectif de 3 % fixé par la CEMAC, sous l'effet de l'essor de la production agricole, des nouvelles routes favorisant les échanges commerciaux et de l'assainissement des finances publiques.
- La balance globale des paiements devrait se renforcer du fait de la hausse du cours du pétrole et de l'augmentation des flux de capitaux destinés à financer le second projet pétrolier.
- Le solde budgétaire global devrait s'améliorer à la faveur du rebond du cours du pétrole en 2010 et de l'ajustement budgétaire en réponse aux contraintes de financement à partir de 2011. Les autorités ont certes mobilisé un financement leur permettant d'accroître les dépenses en 2010 (para. 24), mais un ajustement budgétaire d'envergure s'imposera en 2011 car, à défaut d'un rebond du cours du pétrole, les possibilités de financement seront limitées (para. 21).
- Tout en convenant avec les services du FMI des perspectives pour 2010, les autorités n'avaient pas encore forgé une opinion sur les années suivantes.

	2008	2009		2010	2011	2012	2013
	Est.	Prog. ¹	Est.					Projections
PIB réel (variation annuelle en pourcentage)	-0.4	1.6	-1.6	4.3	3.9	5.5	4.2
PIB réel hors pétrole (variation annuelle en pourcentage)	3.2	3.0	-0.5	4.9	5.5	8.7	6.0
Indice des prix à la consommation (variation annuelle en pourcentage)	8.3	4.0	10.1	6.0	3.0	3.0	3.0
Prix du pétrole, hypothèses du WEO (dollars EU/baril)	97.0	52.0	61.8	78.3	82.5	84.0	85.5
Recettes totales (en pourcentage du PIB hors pétrole)	48.6	15.9	25.2	37.2	34.7	33.5	32.1
Dépenses totales (en pourcentage du PIB hors pétrole)	43.1	33.9	46.1	49.7	36.3	33.9	31.5
Solde primaire hors pétrole (en pourcentage du PIB hors pétrole)	-28.7	-18.4	-28.0	-31.8	-17.7	-14.8	-12.0
Solde budgétaire global (espèces, en pourcentage du PIB hors pétrole)	6.7	-18.6	-20.8	-10.6	-1.0	-1.6	-0.7
Total de la dette publique (en pourcentage du PIB)	23.6	27.1	31.4	34.2	32.4	28.9	25.8
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-13.7	-25.2	-33.7	-33.1	-26.1	-7.4	-7.3
Balance globale des paiements (en pourcentage du PIB)	5.6	-10.0	-10.8	-0.1	1.9	2.2	1.6
Réserves brutes (réserves imputées, en mois d'import. de biens et services non facteurs, hors secteur pétrolier)	6.2	3.9	3.1	3.7	4.9	6.0	7.0

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

1. Rapport n° 09/206 du FMI. Tchad — Programme de référence — Rapport des services du FMI

C. Ancrage de la politique budgétaire sur un cadre à moyen terme

Politique budgétaire à moyen terme

20. **De l'avis des services du FMI, les perspectives à moyen et long terme du Tchad ont pour caractéristique fondamentale, la diminution progressive de la production annuelle de pétrole sur les 20 prochaines années.** La production annuelle du gisement de Doba a atteint son apogée en 2005 et devrait diminuer progressivement, selon les projections, durant les 20 ans à venir pour devenir négligeable après 2030 (graphique 1). La baisse de la production pétrolière se traduira par une diminution des recettes publiques (graphique 6). Les améliorations apportées à la fiscalité et au recouvrement des impôts non pétroliers pourraient atténuer l'effet de la baisse des recettes pétrolières. Toutefois, même en tenant compte des améliorations réalisables, le total des recettes publiques du Tchad seraient ramenées de 37 % du PIB hors pétrole environ en 2010 à environ 20 % en 2030 (sur la base des hypothèses de prix pétroliers actuels des *Perspectives de l'économie mondiale*)⁸.

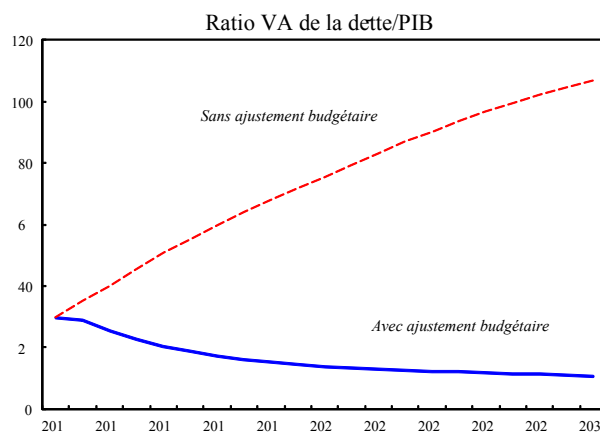
21. **Sans ajustement budgétaire en réponse à la baisse de la production de pétrole, la dette augmenterait considérablement, pour autant qu'elle puisse être financée.** En fait, les options de financement permettant d'éviter un ajustement budgétaire sont limitées du fait du quasi-épuisement de l'épargne pétrolière et des avances statutaires de la BEAC (para. 11), du sous-développement des marchés financiers de la CEMAC et de l'absence d'appuis budgétaires extérieurs durables (para. 5). Il n'empêche que si les autorités étaient en mesure de mobiliser les financements nécessaires au maintien des dépenses publiques à leur niveau

⁸ Le succès de l'exploitation du second champ pétrolier en cours de construction (para. 19) ne modifierait pas fondamentalement la tendance à la baisse des revenus pétroliers, ce gisement ne représentant que le tiers des réserves de celui de Doba. Par ailleurs, pour que ce gisement ait un impact positif sur les finances publiques, les questions en suspens doivent être résolues, notamment l'accès de la production pétrolière aux marchés d'exportation et la rentabilité de la raffinerie de pétrole.

actuel, la courbe de l'endettement qui en résulterait monterait en flèche, entraînant un niveau d'endettement et un service de la dette non viables (encadré 3).

22. **Pour compenser la baisse tendancielle de la production annuelle de pétrole, les services du FMI proposent que les autorités appliquent une stratégie d'ajustement budgétaire visant, à terme, l'amélioration régulière du solde primaire hors pétrole (SPHP).** Une politique budgétaire prudente qui ramène le déficit primaire hors pétrole à un niveau viable à moyen terme permettrait à la fois que les revenus pétroliers se traduisent par des niveaux de capital physique et humain plus élevés qu'avant l'ère du pétrole et que l'épargne accumulée permette le maintien des niveaux de consommation à la fin de l'ère pétrolière. Afin de constituer une épargne significative à la fin de l'ère du pétrole, le SPHP devrait s'établir à un niveau viable (para.3) autour de 2020 (graphique 7). L'assainissement budgétaire ne saurait être réalisé au détriment des priorités de développement si les dépenses sont axées sur les domaines prioritaires.

Encadré 3. Tchad — Analyse de viabilité de la dette¹

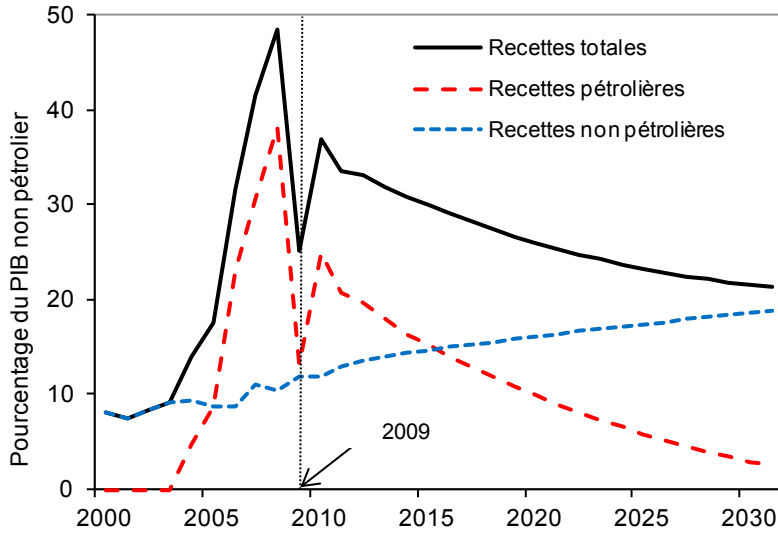


L'AVD actualisée signale un besoin immédiat d'assainissement budgétaire et une approche prudente de la contraction de nouvelles dettes. Si le niveau actuel des dépenses était maintenu et que de nouveaux financements pouvaient être mobilisés, il en résulterait une trajectoire de la dette fortement relevée entraînant un niveau d'endettement et une charge du service de la dette insoutenables («sans assainissement budgétaire»). Si les dépenses financées sur ressources propres étaient alignées sur la baisse des recettes pétrolières, la trajectoire d'endettement qui en résulterait serait viable («avec assainissement budgétaire»).

Tout en demeurant modérées eu égard au niveau d'endettement encore faible, les vulnérabilités de la dette du Tchad se sont accrues depuis l'AVD effectuée l'année dernière en raison de la forte poussée de la dette publique. La dette totale s'accroît rapidement (de 24 % du PIB en 2008 à 34 % du PIB en 2010) du fait de deux gros prêts extérieurs et des crédits de la BEAC. Les autorités ont obtenu un prêt de 300 millions de dollars EU comportant un élément de libéralité de 15 % auprès d'un créancier officiel à titre d'appui budgétaire. Elles ont aussi garanti un prêt d'environ 232 millions d'euros aux conditions du marché pour financer la part de l'État (40 %) dans une nouvelle raffinerie de pétrole en construction actuellement et qui devrait être gérée comme une société d'économie mixte avec une compagnie pétrolière chinoise.

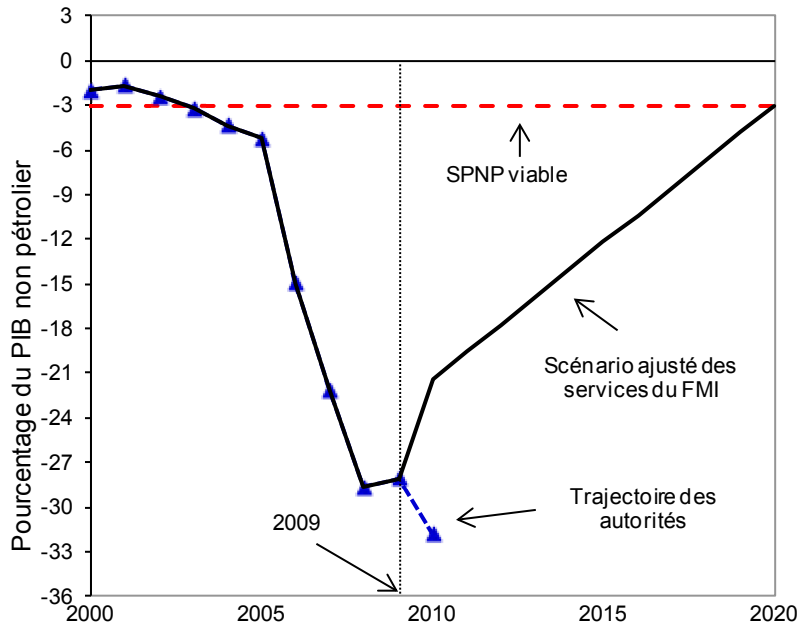
¹ Tchad — Analyse de viabilité de la dette effectuée par la Banque mondiale et le FMI pour les pays à faible revenu (à paraître).

Graphique 6. Tchad -- Recettes totales, pétrolières et non pétrolières, 2000-31



Source : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

Graphique 7. Tchad -- Solde primaire non pétrolier (SPNP), 2000-20



Source : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

23. **Tout en reconnaissant que la situation budgétaire est devenue très précaire, les autorités ont manifesté un certain optimisme à propos des perspectives à moyen terme, au motif que des niveaux d'investissement plus élevés étaient nécessaires pour favoriser le développement à long terme.** Compte tenu de la forte réduction des dépôts de l'État à la BEAC et du niveau des avances statutaires de la BEAC atteignant pratiquement le plafond prévu à cet effet (tableaux 3 et 4), les autorités ont constaté que leur situation financière à court terme est devenu très contraignante. Elles ont attribué la détérioration de la position budgétaire en grande partie aux dépenses de sécurité nécessaires pour contrer les attaques de rebelles en 2008-09. Pour l'avenir, elles s'attendent à ce que l'amélioration significative de la situation sécuritaire (para. 1) stimule l'activité économique et les recettes non pétrolières, ce qui permettrait de réduire les dépenses de sécurité. Les autorités ont également signalé que les perspectives pourraient être améliorées par un niveau de prix pétroliers plus élevé que prévu, la découverte de nouveaux gisements pétroliers ou d'autres ressources naturelles. Enfin, les autorités ont affirmé que des niveaux d'investissements plus élevés sont nécessaires pour satisfaire les besoins de développement immédiats du pays.

Politique budgétaire en 2010

24. **Les autorités et les services du FMI se sont accordés sur la nécessité d'un collectif budgétaire pour couvrir les dépenses prioritaires sous financés, mais les points de vue divergent sur l'ampleur de la révision des comptes budgétaires requise.**

- Le budget 2010 approuvé par le Parlement en décembre 2009 prévoyait une réduction sensible du déficit primaire hors pétrole par rapport aux niveaux exceptionnellement élevés de 2008-09 et une amélioration significative de la composition des dépenses (tableau 5 du texte et tableaux 3 et 4).
- Les autorités sont maintenant confrontées à de fortes pressions de dépenses en raison des pénuries alimentaires (para. 18), des élections à venir, des investissements en cours, des arriérés et d'autres engagements. Les services du FMI et les autorités se sont donc accordés sur la nécessité de préparer une loi de finances rectificative qui permette d'absorber certaines des pressions qui s'exercent sur les dépenses.
- Les avis ont toutefois divergé sur le niveau des dépenses totales. Si les autorités et les services du FMI ont convenu de la nécessité d'absorber les pressions de dépenses à hauteur de 4 % environ du PIB hors pétrole, les autorités estiment nécessaire de porter les dépenses supplémentaires à environ 11 % du PIB hors pétrole, dont l'essentiel à des fins de sécurité.
- Si le plan des autorités pourrait être financé en utilisant la totalité du prêt de 300 millions de dollars EU accordé par un créancier officiel (Encadré 3), les services du FMI recommandent une orientation budgétaire plus restrictive afin de réduire immédiatement le déficit primaire hors pétrole et de limiter l'ampleur de l'ajustement nécessaire en 2011.

Tableau 5 du texte. Tchad - Opérations financières de l'administration centrale, 2009-11 (En pourcentage du PIB hors pétrole, sauf indication contraire)					
	2009	2010		2011 Proj.	
	Est.	Budget	Services du FMI		Autorités tchadienne
Recettes	25.2	31.4	37.2	37.2	34.7
Recettes pétrolières	13.2	19.2	25.3	25.3	21.8
Recettes non pétrolières	11.9	12.2	12.0	12.0	12.9
Dépenses	46.1	34.7	39.0	49.7	36.3
Dépenses courantes	29.6	22.3	24.7	33.5	22.6
Dépenses d'investissement	16.5	12.5	14.3	16.2	13.8
financées sur ressources intérieures	11.3	9.1	9.3	11.1	8.7
financées sur ressources extérieures	5.2	3.4	5.1	5.1	5.1
Solde primaire hors pétrole ¹	-28.0	-18.6	-21.4	-31.8	-17.7
Solde global (hors dons, espèces)	-20.8	-3.8	-4.5	-10.6	-1.0
Financement intérieur	15.4	-2.2	-0.7	1.0	-2.7
Financement extérieur	5.5	6.0	5.1	9.6	3.7
<i>Pour mémoire</i>					
Total des dépenses militaires	14.5	7.9	8.0	15.2	9.9
Dépenses prioritaires (en % du total des dépenses hors paiements d'intérêts) ²	34.5	44.2	38.3	37.9	....
Dépôts bancaires (BEAC surtout)	3.8	1.0	1.3	1.0	1.0
Sources : autorités tchadiennes; estimations des services du FMI.					
1. Défini au tableau 3, note de renvoi 3.					
2. Défini au tableau 3, note de renvoi 5.					

D. Améliorer la gestion des finances publiques pour que la ressource pétrolière génère une croissance hors secteur pétrolier plus forte et le recul de la pauvreté

25. Pour les services du FMI et les autorités, l'amélioration générale de la gestion des finances publiques est impérative. S'agissant des réformes spécifiques :

- La transparence exemplaire du mécanisme intérimaire de gestion des revenus pétroliers assurant le suivi de ces revenus devrait être maintenue une fois que les autorités commenceront à percevoir des redevances en nature plutôt qu'en espèces.
- Les mesures en cours pour appliquer le dispositif de l'ITIE aideront à pérenniser la transparence de la gestion des revenus pétroliers.
- Le produit de la fiscalité non pétrolière doit être amélioré par le renforcement des réformes engagées dans l'administration fiscale et la simplification des codes des impôts et des douanes.
- La préparation du budget doit être améliorée par un alignement plus strict sur la SNRP, une meilleure préparation et un meilleur suivi des investissements, ainsi que

l'affectation de ressources suffisantes aux dépenses de fonctionnement des secteurs de la santé et de l'éducation pour assurer la mise en services de nombre d'écoles, d'hôpitaux et de centres de santé construits ou en construction.

- L'exécution du budget doit être renforcée par le respect scrupuleux des procédures budgétaires, le recours aux appels d'offres et le suivi régulier de l'exécution budgétaire proprement dite.

E. Renforcer la croissance hors secteur pétrolier

26. **L'amélioration de l'environnement des activités du secteur privé est cruciale pour les perspectives de croissance à moyen terme.** Les autorités ont signalé — et les services du FMI en conviennent — que l'amélioration actuelle de la situation sécuritaire permettrait, si elle se poursuivait, de donner une impulsion vitale à la confiance des milieux d'affaires. Les services du FMI ont invité le gouvernement à prendre l'initiative en appliquant promptement des mesures dans les domaines prioritaires suivants :

- **L'amélioration de la justice est essentielle au développement du secteur financier et de l'économie non pétrolière de manière générale.** À titre d'illustration, les représentants du secteur privé ont signalé que les entreprises maintenaient leurs dépôts bancaires à des niveaux minimum par crainte de voir leurs actifs confisqués en raison d'actions judiciaires intempestives.
- **Une collaboration étroite avec l'organe régional de supervision bancaire est nécessaire pour restructurer une grande banque confrontée à des problèmes de solvabilité.** Les créances douteuses doivent être passées par pertes et profits et la banque recapitalisée ou liquidée de manière ordonnée.
- **La réforme des entreprises publiques des secteurs de l'énergie et du coton n'a que trop tardé.** Dans un premier temps, les comptes de ces entreprises et d'autres entreprises d'État devraient être audités pour jeter les bases de leur réforme et publiés pour renforcer la transparence et la responsabilisation.

IV. RELATIONS AVEC LE FMI

27. **Peu de mesures ont été prises pour répondre aux questions essentielles soulevées dans le cadre des récentes consultations au titre de l'article IV.** Peu de progrès ont été faits pour améliorer la viabilité de la politique budgétaire, la GFP ou la qualité de la dépense publique.

28. **Les résultats obtenus dans la mise en œuvre du PR de 2009 ont été contrastés.** Les autorités ont pris des mesures pour revenir à des procédures budgétaires normales dans le cadre du PR (Tableau 11) mais les dépassements significatifs de crédit au chapitre des dépenses de sécurité et du programme d'investissement public ont fait largement déraiser le PR (para.11 et tableau 10), empêchant la conclusion des revues programmées.

29. **Les autorités et les services du FMI ont étudié l'éventualité d'un nouveau PR qui couvrirait la majeure partie de 2010 sans pouvoir s'accorder sur le niveau**

approprié des dépenses budgétaires pour l'année (para. 24). Les services du FMI ont indiqué qu'un PR pour 2011 pourrait être examiné l'année prochaine; les objectifs clés d'un PR seraient de veiller à ce que les dépenses budgétaires soient contenues dans les limites prévues et que toutes les dépenses autres que celles de sécurité respectent les procédures budgétaires.

30. **Les profondes lacunes des données disponibles continuent d'entraver la surveillance.** Ces lacunes sont particulièrement graves en matière de données de finances publiques, de balance des paiements et de comptes nationaux⁹. Les autorités travaillent avec le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale et le Département des statistiques du FMI pour améliorer les données statistiques dans ces domaines. Les services du FMI ont recommandé que davantage de ressources soient allouées à la collecte et à l'analyse des données statistiques.

V. ÉVALUATION DES SERVICES DU FMI

31. **La crise financière mondiale a surtout frappé le Tchad par la baisse des prix pétroliers.** La situation budgétaire s'est considérablement détériorée en 2009, l'État tchadien ayant financé l'augmentation des niveaux de dépenses publiques, face à la chute du prix du pétrole en prélevant la totalité de l'épargne pétrolière et en recourant aux crédits de la BEAC.

32. **La réaction prompte des autorités devant l'imminence de pénuries alimentaires doit être complétée par des mesures visant à accroître la productivité agricole.** Les autorités ont été promptes à mobiliser des ressources tant intérieures qu'extérieures pour l'importation de denrées alimentaires. À moyen terme, des mesures doivent être prises pour améliorer les rendements agricoles.

33. **L'orientation budgétaire actuelle est insoutenable.** En 2009, les dépenses ont (largement) dépassé les plafonds prévus tant dans le budget initial voté en décembre 2008 que dans le collectif budgétaire approuvé en août 2009. L'épargne pétrolière a été consommée et la dette publique a considérablement augmenté depuis 2008. Les deux gros prêts non concessionnels contractés ont accru les vulnérabilités de la dette.

34. **La politique budgétaire doit être fortement resserrée et s'inscrire dans un cadre à moyen terme qui intègre la baisse tendancielle de la production de pétrole sur les 20 prochaines années.** Le déficit primaire hors pétrole doit être constamment réduit tout en veillant à ce que les dépenses restent axées sur les secteurs prioritaires pour permettre une certaine reconstitution de l'épargne avant l'épuisement de la ressource pétrolière. Sans un ajustement budgétaire, la dette atteindrait rapidement des niveaux insoutenables.

⁹ Pour plus de précisions, voir Tchad — Rapport des services du FMI pour les consultations de 2010 au titre de l'article IV — Annexe d'information (à paraître), pages 9 à 12.

35. **En 2010, les autorités devraient adopter un collectif budgétaire qui réduise considérablement le déficit primaire hors pétrole tout en faisant place aux dépenses prioritaires.** Ceci permettrait de réduire l'ampleur de l'ajustement nécessaire en 2011.
36. **L'amélioration de la gestion des finances publiques est indispensable afin que les ressources pétrolières se traduisent par une croissance plus forte du secteur non pétrolier et un recul significatif de la pauvreté.** Le maintien de la transparence exemplaire de la gestion des revenus pétroliers, le renforcement des améliorations de l'administration fiscale, l'alignement des dépenses sur la SNRP et une meilleure planification du programme d'investissement public et des procédures de passation de marchés y afférentes figurent parmi les priorités.
37. **L'accélération de la croissance hors pétrole exigera des améliorations significatives du climat des affaires.** Les mesures prioritaires sont notamment le renforcement du fonctionnement de la justice, l'approfondissement du secteur financier, parallèlement à la résolution de la situation des banques en difficultés et à la réforme des entreprises publiques des secteurs du coton et des services publics.
38. Les services du FMI recommandent que les prochaines consultations au titre de l'article IV se déroulent selon le cycle de 12 mois.

Tableau 1. Tchad — Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008-13

	2008	2009		2010	2011	2012	2013
	Proj.	Proj. ¹	Est.		Projections		
Revenu national	(Variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)						
PIB à prix constants	-0.4	1.6	-1.6	4.3	3.9	5.5	4.2
PIB pétrolier	-11.5	-3.4	-5.2	2.1	-2.2	-7.5	-4.8
PIB non pétrolier	3.2	3.0	-0.5	4.9	5.5	8.7	6.0
Indice des prix à la consommation (moyenne)	8.3	4.0	10.1	6.0	3.0	3.0	3.0
Prix du pétrole							
Hypothèses WEO (Dollars U.S./baril)	97.0	52.0	61.8	78.3	82.5	84.0	85.5
Prix du pétrole tchadien (Dollars U.S./baril) ²	82.3	40.0	51.8	68.3	72.5	74.0	75.5
Production de pétrole (en millions de barils)	46.6	44.6	43.6	44.0	43.0	42.0	40.0
Taux de change FCFA/US\$ (moyenne)	445.7	...	471.0	...	...	...	...
Monnaie et crédit ³							
Avoir extérieurs nets du système bancaire	51.1	-63.2	-69.9	-0.7	14.4	16.1	11.1
Crédit intérieur net	-26.4	71.5	65.8	20.7	-5.2	-2.5	-3.4
<i>Dont</i> : Créances sur le gouvernement (net)	-37.6	75.2	63.6	16.1	-8.3	-7.4	-6.2
<i>Dont</i> : Créances sur l'économie (net)	14.5	2.2	5.3	4.6	3.6	5.3	3.0
Monnaie et quasi monnaie	24.7	8.3	-4.0	20.0	9.2	13.5	7.7
Vitesse de circulation (PIB hors pétrole)	4.1	4.0	4.5	4.1	4.1	4.1	4.1
Secteur extérieur (valorisé en francs CFA)							
Exportations, f.o.b.	7.4	-39.5	-31.2	21.2	3.4	-0.5	-1.1
Importations, f.o.b.	7.0	3.0	20.6	14.1	-5.6	-29.5	0.5
Volume des exportations	-18.5	2.7	0.7	-8.3	-3.3	-2.9	-3.4
Volume des importations	15.7	0.2	35.7	16.8	-17.0	-43.8	-1.8
Termes de l'échange	21.7	-45.7	-32.5	24.9	4.0	-0.3	-3.0
Solde courant, transferts officiels courants inclus (en % de PIB)	-13.7	-25.2	-33.7	-33.1	-26.1	-7.4	-7.3
Solde global de la balance des paiements (en % de PIB)	5.6	-10.0	-10.8	-0.1	1.9	2.2	1.6
Réserves de change brutes (milliards de dollars EU)	1.3	...	0.6	0.6	0.7	0.9	1.1
(en mois d'importations de biens et services)	3.4	2.0	1.3	1.3	2.4	3.1	3.6
(en mois d'importations de biens et services excl. les import. pétrolières)	6.2	3.9	3.1	3.7	4.9	6.0	7.0
Dettes extérieures (pourcentage du PIB)	20.9	22.6	23.7	27.4	27.8	26.0	24.4
VAN de la dette extérieure sur les exportations (en %)	24.2	47.5	44.7	52.3	57.1	58.3	57.8
Finances publiques	(En pourcentage du PIB hors pétrole sauf indication contraire)						
Recettes	48.6	15.9	25.2	37.2	34.7	33.5	32.1
<i>Dont</i> : recettes non pétrolières	10.3	11.6	11.9	12.0	12.9	13.5	14.0
Dépenses totales	43.1	33.9	46.1	49.7	36.3	33.9	31.5
Dépenses courantes	28.5	23.0	29.6	33.5	22.6	21.8	21.4
Dépenses d'investissement	14.6	10.9	16.5	16.2	13.8	12.1	10.2
Solde primaire hors pétrole (base engagement, hors dons) ⁴	-28.7	-18.4	-28.0	-31.8	-17.7	-14.8	-12.0
Solde budgétaire global (base caisse, hors dons)	6.7	-18.6	-20.8	-10.6	-1.0	-1.6	-0.7
Dettes totales (en % du PIB) ⁵	23.6	27.1	31.4	34.2	32.4	28.9	25.8
<i>Dont</i> : dette intérieure (en % du PIB) ⁵	2.7	4.5	7.7	6.8	4.6	2.9	1.4
Investissement et épargne	(En pourcentage du PIB sauf indication contraire)						
Investissement brut	24.8	16.2	33.9	36.8	34.7	18.6	18.3
Public	7.9	7.4	10.9	10.2	8.8	8.1	7.1
Privé	16.0	7.6	21.8	25.6	24.9	9.7	10.4
<i>Dont</i> : secteur pétrolier	12.2	2.9	14.9	24.0	17.1	5.7	5.5
Épargne nationale brute	11.1	-9.0	0.1	3.7	8.6	11.2	11.0
Gouvernement	13.2	-1.8	-0.2	3.9	9.4	9.6	9.2
Sector privé	-2.1	-7.2	0.4	-0.2	-0.8	1.6	1.8
PIB nominal	(En milliards de francs CFA sauf indication contraire)						
PIB nominal	3,740	3,154	3,228	3,758	4,032	4,361	4,551
PIB nominal hors pétrole	2,030	2,159	2,142	2,369	2,587	2,937	3,162
PIB nominal (en millions de dollars EU)	8,390	6,299	6,854	7,978	8,473	9,109	9,446

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

1. Rapport n° 09/206 du FMI; Tchad — Programme de référence — Rapport des services du FMI.

2. Le prix du pétrole tchadien est le prix du WEO diminué de la décote de qualité.

3. Variation en pourcentage du stock de la monnaie au sens large en début de période.

4. Défini comme recettes totales hors dons et recettes pétrolières, moins les dépenses totales hors paiement d'intérêts et dépenses d'investissement financées par l'extérieur.

5. Administration centrale.

Tableau 2. Tchad — Indicateurs du secteur réel et de la demande, 2008-13

	Part ¹	2008	2009		2010	2011	2012	2013
			Prog. ²	Est.	Projections			
(Variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)								
Secteur primaire	46.5	-5.3	-1.6	-9.3	5.3	2.0	0.7	-0.3
Agriculture	11.7	-1.5	-1.8	-26.8	18.7	9.0	3.3	3.3
Cultures vivrières	10.3	2.1	-2.4	-24.0	18.0	8.3	3.3	3.3
Cultures industrielles	1.4	-27.6	3.0	-55.9	31.8	20.6	3.0	3.0
Elevage	9.0	2.8	2.8	2.5	2.8	2.8	2.8	2.8
Sylviculture et pêche	2.2	3.0	5.0	4.4	4.4	4.4	4.4	4.4
Pétrole	23.6	-11.2	-4.1	-6.3	0.8	-2.2	-2.3	-4.8
Secteur secondaire	10.6	5.6	3.2	0.9	-0.3	6.1	31.8	16.4
Industries manufacturières ³	2.5	13.7	-1.1	-12.8	-27.5	19.5	81.5	3.5
<i>Dont</i> : transformation de coton	1.1	22.5	-6.2	-29.5	-59.0	35.0	25.0	3.0
Artisanat	4.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5
Eau et électricité ⁴	0.7	28.2	7.6	-1.4	6.0	8.0	147.0	96.0
Batiments et travaux publics	1.8	5.0	2.0	7.0	8.0	4.5	3.0	2.0
Pétrole (travaux de construction)	1.1	-17.8	14.0	20.1	25.5	-1.3	-83.2	-12.0
Secteur tertiaire	39.2	3.2	4.3	5.5	4.6	5.0	3.2	4.1
Commerce, transport et telecom	20.6	3.0	4.4	7.1	4.4	6.6	3.2	4.8
Commerce	17.8	3.0	4.0	6.8	4.1	6.5	4.5	4.9
Transport et telecom	2.8	2.9	7.0	9.0	6.0	7.5	-5.0	4.1
Administrations publiques	10.5	3.9	4.0	3.8	5.7	3.0	3.0	3.0
Autres	8.2	3.0	4.5	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6
PIB hors pétrole - hors inv. et prod. pétrol.	75.3	3.2	3.0	-0.5	4.9	5.5	8.7	6.0
PIB pétrole - y compris inv. et prod. pétrol.	24.7	-11.5	-3.4	-5.2	2.1	-2.2	-7.5	-4.8
PIB	100.0	-0.4	1.6	-1.6	4.3	3.9	5.5	4.2
PIB (demande)		(En pourcentage du PIB)						
Consommation		72.6	105.6	94.2	88.1	83.5	81.9	82.8
Publique		12.4	11.9	15.6	14.9	11.5	11.7	11.8
Privée		60.2	93.1	78.5	73.2	72.0	70.2	71.0
Investissement ⁵		24.8	16.2	33.9	36.8	34.7	18.6	18.3
Public		7.9	7.4	10.9	10.2	8.8	8.1	7.1
Privé		16.0	7.6	21.8	25.6	24.9	9.7	10.4
<i>dont</i> : secteur pétrolier		12.2	2.9	14.9	24.0	17.1	5.7	5.5
Exportations		52.8	38.8	42.1	43.9	42.2	38.9	36.9
Importations		50.2	60.6	70.1	68.7	60.5	39.4	38.0
PIB		100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

1. Part du PIB de 2007.

2. Rapport n° 09/206 du FMI; Tchad — Programme de référence — Rapport des services du FMI.

3. L'industrie manufacturière comprend la raffinerie à partir de 2012.

4. Le secteur eau et électricité comprend une nouvelle centrale électrique entrant en production en 2012.

5. Brut: somme des investissements privés et publics et des variations de stocks.

Tableau 3. Tchad — Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2008-13
(En milliards de francs CFA sauf indication contraire)

	2008	2009		2010		2011	2012	2013
		Prog. ¹	Est.	Budget	Proj.	Projections		
Recettes	986.1	343.3	539.6	757.1	882.4	897.5	985.4	1,014.8
Recettes pétrolières ²	776.5	93.3	283.8	463.9	599.2	563.2	588.2	571.4
Redevances et dividendes	251.2	76.6	87.0	137.0	153.1	161.2	177.9	175.6
Redevances statistiques et autres recettes fiscales	72.7	6.5	3.3	14.8	25.9	17.4	17.5	17.1
Impôts sur les bénéfices	452.6	9.5	193.5	312.1	420.2	384.5	392.8	378.6
Recettes non pétrolières	209.6	250.0	255.8	293.2	283.2	334.3	397.2	443.5
Recettes fiscales	200.5	237.8	239.5	278.6	268.6	319.5	377.8	421.4
Recettes non fiscales	9.1	12.2	16.3	14.7	14.7	14.8	19.4	22.0
<i>Dont</i> : revenus d'intérêts sur dépôts bancaires	4.1	0.8	1.0	3.8	0.0	1.2	1.3	1.4
Dépenses	874.4	731.9	986.8	836.9	1,176.5	940.3	995.7	997.6
Dépenses courantes	578.9	497.6	634.0	536.5	793.0	583.8	641.4	675.5
Salaires	184.7	194.9	200.6	210.5	212.0	215.5	225.1	238.1
Civils	121.7	127.4	134.5	137.8	139.3	142.2	149.6	159.6
Militaires	63.0	67.5	66.2	72.7	72.7	73.3	75.5	78.5
Biens et services	94.4	76.2	110.4	94.6	94.6	105.2	120.4	121.8
<i>Dont</i> : biens et services militaires	29.9	26.0	45.0	30.5	30.5	33.6	38.3	39.9
Transferts	105.4	106.2	109.2	130.6	215.0	100.0	114.6	123.3
Dépenses exceptionnelles défense	182.9	105.1	193.0	82.2	252.2	144.9	164.5	177.1
Intérêt	11.5	15.2	20.8	18.6	19.2	18.3	16.8	15.2
Intérieur	1.4	4.6	5.2	8.5	8.4	7.8	5.7	3.5
Extérieur	10.1	10.6	15.6	10.1	10.8	10.5	11.1	11.7
Dépenses d'investissement	295.6	234.3	352.8	300.4	383.5	356.5	354.4	322.1
Financement intérieur	220.1	165.0	242.1	219.3	263.5	225.5	205.6	161.9
Financement extérieur	75.4	69.3	110.7	81.1	120.0	131.0	148.8	160.2
Solde primaire hors pétrole (base engagement, hors dons) ³	-582.0	-398.2	-600.5	-447.8	-754.1	-457.9	-434.3	-380.2
Solde global (base engagement, hors dons)	111.7	-388.6	-447.2	-79.8	-294.0	-42.8	-10.4	17.2
Instance de paiement ⁴	115.9	0.0	84.8	50.5	153.9	56.7	59.3	58.6
Variation des arriérés intérieurs	-91.3	-12.4	-83.5	-62.1	-110.5	-38.5	-95.1	-97.8
Solde (hors dons, base caisse)	136.4	-401.0	-445.9	-91.4	-250.7	-24.6	-46.2	-21.9
Financement	-136.4	401.0	445.9	91.4	250.7	24.6	46.2	21.9
Financement intérieur	-161.1	354.2	329.2	-52.7	23.9	-70.9	-67.2	-65.0
Financement bancaire	-149.6	372.9	329.4	-44.5	76.8	-47.2	-46.4	-43.9
Banque Centrale (BEAC)	-144.0	386.5	328.9	-40.4	76.3	-47.2	-46.4	-43.9
Dépôts	-126.9	293.3	213.2	-6.6	56.9	-2.0	-3.3	-1.7
Avances statutaires (nettes)	0.0	98.7	120.0	-28.3	24.8	-41.6	-41.6	-41.6
FMI (remboursement)	-17.1	-5.4	-4.2	-5.5	-5.5	-3.6	-1.5	-0.6
Banques commerciales	-5.5	-13.7	0.5	-4.2	0.5	0.0	0.0	0.0
Financement non bancaire	-11.5	-18.7	-1.3	-8.2	-72.9	-23.7	-20.8	-21.1
Ventes d'actifs	0.0	0.0	1.0	0.0	20.0	0.0	0.0	0.0
Financement extérieur	24.6	46.8	116.8	144.1	226.8	95.5	113.5	86.9
Dons	56.4	46.4	115.6	37.5	87.3	95.3	108.2	116.5
Dons budgétaires	0.0	5.0	35.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dons projets	56.4	41.4	80.6	37.5	87.3	95.3	108.2	116.5
Prêts (net)	-31.8	0.5	1.2	106.6	139.4	0.2	5.2	-29.7
Décaissement	19.0	28.0	30.1	135.7	174.0	35.7	40.5	43.6
Aide budgétaires	0.0	0.0	0.0	92.1	141.3	0.0	0.0	0.0
Projets	19.0	28.0	30.1	43.6	32.7	35.7	40.5	43.6
Principal	-50.8	-27.5	-29.0	-29.1	-34.5	-35.5	-35.3	-73.3
<i>Pour mémoire:</i>								
PIB non pétrolier	2,030.5	2,158.8	2,141.8	2,410.0	2,369.5	2,586.9	2,937.2	3,162.4
Hypothèses prix du pétrole (\$EU/baril)	97.0	52.0	61.8	76.0	78.3	82.5	84.0	85.5
Dépenses militaires totales	273.8	205.7	309.8	190.4	360.4	257.2	284.5	302.2
Dépenses prioritaires ⁵								
En milliards de francs CFA	347.5	307.9	333.3	361.3	438.7	....	....	....
En pourcentage des dépenses totales (hors paiements d'intérêts)	40.3	42.5	34.5	44.2	37.9	....	....	....
Dépôts bancaires (principalement à la BEAC)	294.2	3.0	80.4	72.0	23.5	25.5	28.8	30.5
Avances statutaires	21.6	120.3	141.6	113.3	166.4	124.8	83.2	41.6
Limite des avances statutaires de la BEAC	107.9	208.0	208.0	157.8	166.4	124.8	83.2	41.6

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

1. Rapport n° 09/206 du FMI; Tchad — Programme de référence — Rapport des services du FMI.

2. Prix du pétrole à l'exportation basé sur le prix WEO moins la décote qualité.

3. Défini comme recettes totales hors dons et recettes pétrolières, moins les dépenses totales hors paiement d'intérêts et dépenses d'investissement financées par l'extérieur.

4. Différence entre dépenses engagées et dépenses payées.

5. Dépenses en infrastructures, éducation, santé, programmes sociaux, agriculture, élevage, justice et environnement.

Tableau 4. Tchad — Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2008-13
(En pourcentage du PIB hors pétrole sauf indication contraire)

	2008	2009		2010		2011	2012	2013
		Prog. ¹	Est.	Budget	Proj.	Projections		
Recettes	48.6	15.9	25.2	31.4	37.2	34.7	33.5	32.1
Recettes pétrolières ²	38.2	4.3	13.2	19.2	25.3	21.8	20.0	18.1
Redevances et dividendes	12.4	3.5	4.1	5.7	6.5	6.2	6.1	5.6
Redevances statistiques et autres recettes fiscales	3.6	0.3	0.2	0.6	1.1	0.7	0.6	0.5
Impôts sur les bénéficiaires	22.3	0.4	9.0	13.0	17.7	14.9	13.4	12.0
Recettes non pétrolières	10.3	11.6	11.9	12.2	12.0	12.9	13.5	14.0
Recettes fiscales	9.9	11.0	11.2	11.6	11.3	12.4	12.9	13.3
Recettes non fiscales	0.4	0.6	0.8	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7
<i>Dont</i> : revenus d'intérêts sur dépôts bancaires	0.2	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses	43.1	33.9	46.1	34.7	49.7	36.3	33.9	31.5
Dépenses courantes	28.5	23.0	29.6	22.3	33.5	22.6	21.8	21.4
Salaires	9.1	9.0	9.4	8.7	8.9	8.3	7.7	7.5
Civils	6.0	5.9	6.3	5.7	5.9	5.5	5.1	5.0
Militaires	3.1	3.1	3.1	3.0	3.1	2.8	2.6	2.5
Biens et services	4.6	3.5	5.2	3.9	4.0	4.1	4.1	3.9
<i>Dont</i> : biens et services militaires	1.5	1.2	2.1	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3
Transferts (hors dépenses exceptionnelles)	5.2	4.9	5.1	5.4	9.1	3.9	3.9	3.9
Dépenses exceptionnelles de défense	9.0	4.9	9.0	3.4	10.6	5.6	5.6	5.6
Intérêt	0.6	0.7	1.0	0.8	0.8	0.7	0.6	0.5
Intérieur	0.1	0.2	0.2	0.4	0.4	0.3	0.2	0.1
Extérieur	0.5	0.5	0.7	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4
Dépenses d'investissement	14.6	10.9	16.5	12.5	16.2	13.8	12.1	10.2
Financement intérieur	10.8	7.6	11.3	9.1	11.1	8.7	7.0	5.1
Financement extérieur	3.7	3.2	5.2	3.4	5.1	5.1	5.1	5.1
Solde primaire non pétrolier (hors dons, base engagement) ³	-28.7	-18.4	-28.0	-18.6	-31.8	-17.7	-14.8	-12.0
Solde global (hors dons, base engagements)	5.5	-18.0	-20.9	-3.3	-12.4	-1.7	-0.4	0.5
Instance de paiement ⁴	5.7	0.0	4.0	2.1	6.5	2.2	2.0	1.9
Variation des arriérés intérieurs	-4.5	-0.6	-3.9	-2.6	-4.7	-1.5	-3.2	-3.1
Solde global (hors dons, base caisse)	6.7	-18.6	-20.8	-3.8	-10.6	-1.0	-1.6	-0.7
Financement	-6.7	18.6	20.8	3.8	10.6	1.0	1.6	0.7
Financement intérieur	-7.9	16.4	15.4	-2.2	1.0	-2.7	-2.3	-2.1
Financement bancaire	-7.4	16.9	15.4	-1.8	3.2	-1.8	-1.6	-1.4
Banque Centrale (BEAC)	-7.1	17.9	15.4	-1.7	3.2	-1.8	-1.6	-1.4
Dépôts	-6.3	13.6	10.0	-0.3	2.4	-0.1	-0.1	-0.1
Avances statutaires (nettes)	0.0	4.6	5.6	-1.2	1.0	-1.6	-1.4	-1.3
FMI (remboursement)	-0.8	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.1	0.0
Banques commerciales	-0.3	-0.6	0.0	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement non bancaire	-0.6	-0.9	-0.1	-0.3	-3.1	-0.9	-0.7	-0.7
Ventes d'actifs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.8	0.0	0.0	0.0
Financement extérieur	1.2	2.2	5.5	6.0	9.6	3.7	3.9	2.7
Dons	2.8	2.1	5.4	1.6	3.7	3.7	3.7	3.7
Dons budgétaires	0.0	0.2	1.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dons projets	2.8	1.9	3.8	1.6	3.7	3.7	3.7	3.7
Prêts (net)	-1.6	0.0	0.1	4.4	5.9	0.0	0.2	-0.9
Décaissement	0.9	1.3	1.4	5.6	7.3	1.4	1.4	1.4
Aide budgétaire	0.0	0.0	0.0	3.8	6.0	0.0	0.0	0.0
Projets	0.9	1.3	1.4	1.8	1.4	1.4	1.4	1.4
Principal	-2.5	-1.3	-1.4	-1.2	-1.5	-1.4	-1.2	-2.3
<i>Pour mémoire:</i>								
PIB non pétrolier	2,030.5	2,158.8	2,141.8	2,410.0	2,369.5	2,586.9	2,937.2	3,162.4
Dépenses militaires totales	13.5	9.5	14.5	7.9	15.2	9.9	9.7	9.6
Dépenses prioritaires ⁵								
En pourcentage du PIB non pétrolier	17.1	14.3	15.6	15.0	18.5	...	...	...
Dépôts bancaires (principalement à la BEAC)	14.5	0.1	3.8	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Avances statutaires	1.1	5.6	6.6	4.7	7.0	4.8	2.8	1.3
Limite des avances statutaires de la BEAC	5.3	9.7	9.7	6.5	7.0	4.8	2.8	1.3

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

1. Rapport n° 09/206 du FMI; Tchad — Programme de référence — Rapport des services du FMI.

2. Prix du pétrole à l'exportation basé sur le prix WEO moins la décote qualité.

3. Défini comme recettes totales hors dons et recettes pétrolières, moins les dépenses totales hors paiement d'intérêts et dépenses d'investissement financées par l'extérieur.

4. Différence entre dépenses engagées et dépenses payées.

5. Dépenses en infrastructures, éducation, santé, programmes sociaux, agriculture, élevage, justice et environnement.

Tableau 5. Tchad — Balance des paiements, 2008-13
(En milliards de francs CFA sauf indication contraire)

	2008	2009		2010	2011	2012	2013
		Prog. ¹	Est.					Projections
Compte courant, transferts officiels courants inclus	-513.2	-795.1	-1,088.5	-1,244.2	-1,052.5	-324.8	-332.5
Balance commerciale	1,010.0	172.8	80.2	109.1	372.8	876.1	829.5
Exportations, f.o.b., dont :	1,894.9	1,143.9	1,279.1	1,565.0	1,617.9	1,606.7	1,585.9
Exportations de coton	31.6	27.5	17.9	10.2	12.4	13.5	14.0
Exportations de bétail	131.9	136.1	144.3	143.5	152.0	160.9	170.4
Exportations de pétrole	1,701.7	894.3	1,082.9	1,373.9	1,412.4	1,387.0	1,351.7
Importations, f.o.b.	-884.9	-971.1	-1,198.9	-1,456.0	-1,245.1	-730.6	-756.4
Services (net)	-912.5	-859.8	-984.5	-1,043.6	-1,107.6	-899.8	-879.6
Services (net), hors pétrole	-223.3	-288.0	-281.9	-241.4	-244.1	-186.2	-201.1
Revenu des facteurs (net)	-744.2	-278.6	-337.4	-422.6	-432.2	-420.1	-405.7
Revenu des facteurs (net), hors pétrole	16.2	17.0	16.8	19.0	31.1	24.2	26.5
Transferts courants (net)	133.5	170.4	153.2	112.9	114.5	119.0	123.2
Officiels (net)	86.1	97.9	87.3	58.1	63.6	72.5	78.3
Privés (net)	47.4	72.5	65.9	54.8	50.9	46.4	45.0
Compte de capital et d'opérations financières	668.5	480.4	739.6	1,240.2	1,127.5	421.0	407.2
Transferts en capital	56.4	41.4	80.6	87.3	95.3	108.2	116.5
IDE	536.7	368.6	559.6	875.5	884.4	241.2	251.3
Autres investissements à moyen et long terme	60.3	70.5	96.3	277.4	147.8	71.5	39.4
Secteur public	-31.8	0.5	1.2	139.4	0.2	5.2	-29.7
Secteur privé	92.1	70.0	95.1	138.0	147.6	66.3	69.1
Capital à court terme	-39.1	0.0	3.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Erreurs et omissions	-54.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global	209.5	-314.7	-348.9	-4.0	75.0	96.2	74.7
Financement	-209.5	314.7	348.9	4.0	-75.0	-96.2	-74.7
Variation des réserves nettes (BEAC)	-209.5	314.7	348.9	4.0	-75.0	-96.2	-74.7
Besoin de financement résiduel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Pour mémoire:</i>							
Réserves de change brutes (en milliards de dollars EU)	1.3	...	0.6	0.6	0.7	0.9	1.1
(En pourcentage de la monnaie au sens large)	125.4	...	57.9	47.7	56.9	64.2	70.0
(En mois d'importations et d'exportations de biens et serv	3.4	2.0	1.3	1.3	2.4	3.1	3.6
(En mois d'importations de biens et services, excl. les im	6.2	3.9	3.1	3.7	4.9	6.0	7.0
Réserves de change brutes de la CEMAC (en milliards de d	15.4		14.5				
(En pourcentage de la monnaie au sens large)	134.5		111.6				
(En mois d'importations et d'exportations de biens et serv	3.2		2.9				

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

1. Rapport n° 09/206 du FMI; Tchad — Programme de référence — Rapport des services du FMI.

Tableau 6. Tchad — Situation monétaire, 2008-13
(En milliards de francs CFA)

	2008	2009		2010	2011	2012	2013
		Prog. ¹	Est.					Projections
Avoirs extérieurs nets	622.4	308.6	275.8	272.5	354.6	454.7	533.4
Banque centrale	613.9	299.2	264.9	261.0	336.0	432.2	506.9
Banques commerciales	8.5	9.4	10.9	11.6	18.7	22.6	26.5
Avoirs intérieurs nets	-126.3	228.6	200.2	298.8	269.1	253.4	229.0
Crédit intérieur	-74.0	309.8	267.8	366.3	339.8	326.8	304.4
Créances nettes sur l'État	-252.0	121.0	63.7	140.5	93.3	46.9	3.0
Trésor (net)	-225.2	162.7	87.9	164.6	117.4	71.0	27.1
Secteur bancaire	-244.4	147.5	74.1	154.4	109.6	64.4	21.6
Banque centrale	-242.7	149.2	89.6	169.4	124.6	79.4	36.6
Banques commerciales	-2.3	-2.3	-16.2	-15.7	-15.7	-15.7	-15.7
CCP	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
Position au FMI	19.2	15.2	13.7	10.2	7.8	6.6	5.5
Autres, hors Trésor	-26.7	-41.7	-24.1	-24.1	-24.1	-24.1	-24.1
Crédit à l'économie	178.0	188.9	204.1	225.8	246.5	279.9	301.4
Autres postes (net)	-52.3	-81.2	-67.6	-67.5	-70.7	-73.4	-75.3
Monnaie et quasi-monnaie	496.1	537.1	476.0	571.3	623.7	708.1	762.4
Circulation fiduciaire hors banques	313.1	286.0	280.1	298.5	319.6	355.8	375.4
Dépôts à vue	153.1	199.8	162.9	215.4	238.2	274.0	298.8
Dépôts et épargne à terme	29.9	51.3	33.1	57.4	65.8	78.3	88.1
<i>Pour mémoire</i>							
Monnaie au sens large (variation annuelle en pourcentage)	24.7	8.3	-4.0	20.0	9.2	13.5	7.7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB hor pétrole)	4.1	4.0	4.5	4.1	4.1	4.1	4.1
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB total)	7.5	5.9	6.8	6.6	6.5	6.2	6.0
Créances nettes du système bancaire sur l'État (flux)	-149.7	372.9	315.7 ²	76.8	-47.2	-46.4	-43.9

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

1. Rapport n° 09/206 du FMI; Tchad — Programme de référence — Rapport des services du FMI.

2. L'écart de 14,2 milliards de francs CFA par rapport au chiffre correspondant des opérations budgétaires (tableau 3, Financement bancaire : 329,4) découle de l'accumulation de dépôts de l'État dans les banques commerciales non comptabilisés dans les opérations budgétaires de l'administration centrale.

Tableau 7. Tchad — Indicateurs de solidité financière, 2003-09
(Ratios en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	<i>Solvabilité</i>						
Capital/actifs (non pondérés) ¹	9.4	11.0	8.3	8.3	9.7	13.5	16.5
	<i>Qualité, rentabilité et liquidité des actifs</i>						
Créances douteuses bruts/prêts bancaires bruts	17.4	15.5	12.9	12.4	11.6	8.7	10.9
Créances douteuses nets ² /prêts bancaires nets	3.9	2.0	2.1	2.3	1.5	2.4	3.4
Rendement des actifs	2.3	0.0	2.0	1.5	1.9	2.6	1.5
Rendement des fonds propres	24.8	0.2	24.5	18.7	13.0	18.9	9.3
Actifs liquides/total des actifs ³	23.2	28.5	26.3	38.3	44.6	30.9	28.7
Actifs liquides/dépôts à vue	65.7	74.8	75.8	78.9	108.2	72.0	70.1
	<i>Situation des banques (en nombre de banques)</i>						
Solide ou bonne	3	2	2	4	6	4	4
Fragile	2	3	4	2	0	1	1
Critique	0	0	0	0	0	1	1
Non classée(s)	1	2	1	1	1	1	2
Nombre de banques	6	7	7	7	7	7	8

Sources: BEAC/COBAC.

1. Fonds propres *stricto sensu* .

2. Nettes des provisions sur les créances douteuses.

3. Actifs liquides de base.

Tableau 8. Tchad — Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008-15

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
		Est.			Proj.			
(Variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)								
Revenu national								
PIB à prix constants	-0.4	-1.6	4.3	3.9	5.5	4.2	2.6	2.7
PIB pétrolier	-11.5	-5.2	2.1	-2.2	-7.5	-4.8	-4.0	-4.2
PIB non pétrolier	3.2	-0.5	4.9	5.5	8.7	6.0	3.9	3.9
Indice des prix à la consommation (moyenne)	8.3	10.1	6.0	3.0	3.0	3.0	3.0	3.0
Prix du pétrole								
Hypothèses WEO (Dollars U.S./baril)	97.0	61.8	78.3	82.5	84.0	85.5	87.0	88.8
Prix du pétrole tchadien (Dollars U.S./baril) ²	82.3	51.8	68.3	72.5	74.0	75.5	77.0	78.8
Production de pétrole (en millions de barils)	46.6	43.6	44.0	43.0	42.0	40.0	38.4	36.9
Taux de change francs CFA/USD (moyenne)	445.7	471.0	...	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit ³								
Avoir extérieurs nets du système bancaire	51.1	-69.9	-0.7	14.4	16.1	11.1	16.1	13.3
Crédit intérieur net	-26.4	65.8	20.7	-5.2	-2.5	-3.4	-9.8	0.4
<i>Dont</i> : Créances sur le gouvernement (net)	-37.6	63.6	16.1	-8.3	-7.4	-6.2	-6.6	-1.9
<i>Dont</i> : Créances sur l'économie (net)	14.5	5.3	4.6	3.6	5.3	3.0	2.5	2.5
Monnaie et quasi monnaie	24.7	-4.0	20.0	9.2	13.5	7.7	6.4	6.4
Vitesse de circulation (PIB hors pétrole)	4.1	4.5	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1
Secteur extérieur (valorisé en francs CFA)								
Exportations, f.o.b.	7.4	-31.2	21.2	3.4	-0.5	-1.1	-0.2	-0.2
Importations, f.o.b.	7.0	20.6	14.1	-5.6	-29.5	0.5	-0.9	2.9
Volume des exportations	-18.5	0.7	-8.3	-3.3	-2.9	-3.4	-2.5	-2.7
Volume des importations	15.7	35.7	16.8	-17.0	-43.8	-1.8	-4.5	3.9
Termes de l'échange	21.7	-32.5	24.9	4.0	-0.3	-3.0	-1.1	-1.0
Solde courant, transferts officiels courants inclus (en % de PIB)	-13.7	-33.7	-33.1	-26.1	-7.4	-7.3	-6.5	-7.0
Solde global de la balance des paiements (en % de PIB)	5.6	-10.8	-0.1	1.9	2.2	1.6	2.5	2.1
Réserves de change brutes (milliards de dollars EU)	1.3	0.6	0.6	0.7	0.9	1.1	1.3	1.6
(en mois d'importations de biens et services)	3.4	1.3	1.3	2.4	3.1	3.6	4.3	5.0
(en mois d'importations de biens et services excl. les import. pétrolières)	6.2	3.1	3.7	4.9	6.0	7.0	8.0	9.0
Dette extérieure (pourcentage du PIB)	20.9	23.7	27.4	27.8	26.0	24.4	23.0	21.6
VAN de la dette extérieure sur les exportations (en %)	24.2	44.7	52.3	57.1	58.3	57.8	56.7	55.5
Finances publiques								
(En pourcentage du PIB hors pétrole, sauf indication contraire)								
Recettes	48.6	25.2	37.2	34.7	33.5	32.1	30.4	29.6
<i>Dont</i> : recettes non pétrolières	10.3	11.9	12.0	12.9	13.5	14.0	14.4	14.8
Dépenses totales	43.1	46.1	49.7	36.3	33.9	31.5	30.9	32.5
Dépenses courantes	28.5	29.6	33.5	22.6	21.8	21.4	19.9	20.3
Dépenses d'investissement	14.6	16.5	16.2	13.8	12.1	10.2	11.1	12.2
Solde primaire hors pétrole (base engagement, hors dons) ⁴	-28.7	-28.0	-31.8	-17.7	-14.8	-12.0	-11.1	-12.4
Solde budgétaire global (base caisse, hors dons)	6.7	-20.8	-10.6	-1.0	-1.6	-0.7	-1.6	-2.8
Dette totale (en % du PIB) ⁵	23.6	31.4	34.2	32.4	28.9	25.8	23.2	21.6
Investissement et épargne								
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Investissement brut	24.8	33.9	36.8	34.7	18.6	18.3	17.7	16.5
Public	7.9	10.9	10.2	8.8	8.1	7.1	7.9	8.9
Privé	16.0	21.8	25.6	24.9	9.7	10.4	9.0	6.9
<i>Dont</i> : secteur pétrolier	12.2	14.9	24.0	17.1	5.7	5.5	5.2	5.0
Épargne nationale brute	11.1	0.1	3.7	8.6	11.2	11.0	11.1	9.4
Gouvernement	13.2	-0.2	3.9	9.4	9.6	9.2	9.2	8.5
Sector privé	-2.1	0.4	-0.2	-0.8	1.6	1.8	1.9	0.9
(En milliards de francs CFA, sauf indication contraire)								
PIB nominal	3,740	3,228	3,758	4,032	4,361	4,551	4,729	4,922
PIB nominal hors pétrole	2,030	2,142	2,369	2,587	2,937	3,162	3,363	3,578
PIB nominal (en millions de dollars EU)	8,390	6,854	7,978	8,473	9,109	9,446	9,753	10,088

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

2. Le prix du pétrole tchadien est le prix du WEO diminué de la décote de qualité.

3. Variation en pourcentage du stock de la monnaie au sens large en début de période.

4. Défini comme recettes totales hors dons et recettes pétrolières, moins les dépenses totales

5. Administration centrale.

Tableau 9. Tchad — Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990-2008¹

	1990	1995	2000	2005	2008	2008
	ASS					
Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim						
Ratio emploi/population, 15+, total (%)	67.0	68.0	68.0	70.0	70.0	64.0
Ratio emploi/population, 15-24 ans, total (%)	51.0	51.0	52.0	50.0	50.0	49.0
Part du revenu détenue par les 20 % inférieurs	..	..	..	6.0	..	..
Prévalence de la malnutrition, insuffisance pondérale (% enfants de moins de 5 ans)	..	34.0	29.0	34.0	..	25.0
Ecart de pauvreté à 1.25 dollar par jour (PPA) (%)	..	..	..	26.0	..	..
Indice de pauvreté à 1.25 dollar par jour (PPA) (% de la population)	..	..	..	62.0	..	..
Emploi vulnérable, total (% emploi total)	..	94.0	..	..	..	..
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous						
Taux d'alphabétisation, filles (% des filles de 15-24 ans)	..	17.0	23.0	31.0	37.0	71.0
Taux d'alphabétisation, garçons (% des garçons de 15-24 ans)	..	17.0	56.0	54.0	54.0	79.0
Persistence jusqu'en dernière année du primaire, total (% cohorte)	..	..	46.0	30.0	..	..
Taux d'achèvement du primaire, total (% du groupe pertinent)	16.0	14.0	22.0	32.0	31.0	62.0
Scolarisation totale, primaire (% net)	..	..	54.0	61.0	..	74.0
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes						
Proportion de sièges occupés par les femmes au Parlement national (%)	..	17.0	2.0	7.0	5.0	18.0
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement primaire	44.0	48.0	61.0	67.0	70.0	91.0
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement secondaire	20.0	..	28.0	34.0	45.0	78.0
Ratio femmes/hommes dans l'enseignement supérieur	..	..	18.0	6.0	15.0	..
Proportion de femmes employées dans le secteur non agricole (% de l'emploi non agricole total)	3.8	..	..	..	..	..
Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile						
Vaccination, rougeole (% des enfants de 12-23 mois)	32.0	26.0	28.0	23.0	23.0	72.0
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	120.0	120.0	122.0	124.0	124.0	86.0
Taux de mortalité, moins de 5 ans (pour 1000)	201.0	202.0	205.0	209.0	209.0	144.0
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle						
Taux de fécondité des adolescents (naissances pour 1000 femmes de 15-19 ans)	..	..	191.0	177.0	162.0	116.0
Naissances assistées par des professionnels de la santé (% du total)	..	15.0	16.0	14.0	..	46.0
Prévalence des contraceptifs (% des femmes de 15-49 ans)	..	4.0	8.0	3.0	..	23.0
Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100000 naissances vivantes)	..	..	..	1500.0	..	..
Femmes enceintes recevant des soins prénataux (%)	..	23.0	42.0	39.0	..	72.0
Besoins de contraception non satisfaits (% des femmes mariées de 15-49 ans)	..	10.0	..	21.0	..	..
Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies						
Enfants fébriles recevant des antipaludiques (% des enfants de moins de cinq ans ayant la fièvre)	..	..	53.0	44.0	..	34.0
Utilisation du condom, population de 15-24 ans, femmes (% des femmes de 15-24 ans)	..	..	..	7.0	..	15.0
Utilisation du condom, population de 15-24 ans, hommes (% des hommes de 15-24 ans)	..	..	..	18.0	..	36.0
Incidence de la tuberculose (pour 100.000 personnes)	125.0	181.0	262.0	315.0	291.0	352.0
Prévalence du VIH, femmes (% des 15-24 ans)	..	..	..	2.8	2.8	3.3
Prévalence du VIH, total (% de la population âgée de 15-49 ans)	..	..	..	2.0	2.0	1.1
Prévalence du VIH, total (% de la population âgée de 15-49 ans)	0.7	2.0	3.3	3.5	3.5	5.0
Cas tuberculose détectés (toutes formes)	..	28.0	27.0	14.0	19.0	46.0
Objectif 7 : Préserver l'environnement						
Superficie forestière (% de la superficie totale)	10.4	10.1	9.8	9.5	9.3	26.1
Installations d'assainissement améliorées (% de la population ayant accès)	5.0	6.0	7.0	9.0	9.0	31.0
Sources d'eau améliorées (% de la population ayant accès)	..	24.0	34.0	48.0	48.0	58.0
Zones marines protégées, (% de la superficie totale)	..	..	..	..	0.0	0.0
Zone protégées à l'échelle nationale (% de la superficie totale)	..	..	..	..	9.0	12.0
Objectif 8 : Mettre en place un partenariat pour le développement						
Utilisateurs d'Internet (pour 100 personnes)	0.0	0.0	0.0	0.4	1.2	6.5
Abonnés au téléphone mobile (pour 100 personnes)	0.0	0.0	0.0	2.0	17.0	33.0
Lignes téléphoniques fixes (pour 100 personnes)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0

Source : Base de données des indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale).

¹ Les chiffres en italiques se rapportent à d'autres périodes que celles indiquées.

Tableau 10. Tchad — Indicateurs quantitatifs du Programme de référence pour la période allant du 1^{er} avril au 31 octobre 2009 et projections au-delà de cette période¹
(Milliards de francs CFA; variation cumulée à partir du début de l'année, sauf indication contraire)

	30 juin				30 septembre				31 décembre	
	Prog. ²	Prog. ajusté ³	Est.	Statut	Prog. ²	Prog. ajusté ³	Est.	Statut	Proj. ²	Est.
Solde budgétaire primaire non-pétrolier, plancher	-236.8	...	-309.9	Pas respecté	-292.8	...	-374.8	Pas respecté	-398.2	-600.5
Créances nettes du système bancaire sur l'État, plafond	189.0	178.3	208.6	Pas respecté	236.6	145.5	242.3	Pas respecté	372.9	329.4
Dépenses civiles avant ordonnancement, plafond	70.0	...	68.7	Respecté	80.0	...	78.3	Respecté	90.0	91.3
Accumulation d'arriérés de paiement intérieurs par l'Etat, plafond ⁴	0.0	...	0.0	Respecté	0.0	...	0.0	Respecté	0.0	7.9
Accumulation d'arriérés de paiement extérieurs par l'Etat, plafond ⁴	0.0	...	0.0	Respecté	0.0	...	0.0	Respecté	0.0	0.0
Nouvelle dette extérieure non concessionnelle contractée ou garantie par l'Etat, à l'exclusion du financement normal du commerce extérieur d'une échéance d'un an au plus, plafond ⁴	0.0	...	0.0	Respecté	0.0	...	€ 232 millions ⁵	Pas respecté	0.0	€ 232 millions ⁵ et \$ 300 millions ⁶
Pour mémoire:										
Recettes pétrolières totales, dont :	87.4		98.2		89.2		180.3		93.3	283.8
Impôt sur les sociétés (IS)	7.5		18.3		8.5		94.9		9.5	193.5
Redevances et dividendes	76.6		76.6		76.6		82.2		76.6	87.0
Autres recettes pétrolières	3.3		3.3		4.1		3.3		7.2	3.3

Sources : autorités tchadiennes; estimations et projections des services du FMI.

1. Les indicateurs quantitatifs sont définis de manière détaillée dans le Protocole d'accord technique du 22 juin 2009.

2. Rapport n° 09/206 du FMI; Tchad — Programme de référence — Rapport des services du FMI.

3. Conformément aux clauses d'ajustement définies dans le Protocole d'accord technique.

4. À respecter de manière continue.

5. Prêt garanti d'un montant de 232 millions d'euros avec un taux d'intérêt équivalent au LIBOR majoré de 3 %, avec un différé d'amortissement de 5 ans et une échéance de 10 ans pour la construction d'une raffinerie de pétrole.

6. Prêt contracté d'un montant de 300 millions de dollar (E.U.) contracté avec un créancier officiel avec un taux d'intérêt de 2 % à la charge du bailleur, un différé d'amortissement de 2,5 ans et une échéance de 6 ans.

Tableau 11. Tchad — Mesures préalables et repères structurels du programme de référence, avril-octobre 2009

Mesures	Échéance	État d'avancement
Mesure préalable à la soumission du programme à l'approbation de la direction		
Présentation au Parlement d'un projet de collectif budgétaire 2009 conforme au cadre macroéconomique convenu avec les services du FMI.		Respectée
Repères structurels		
Adoption d'une communication en Conseil des ministres rappelant la nécessité de respecter les procédures budgétaires, notamment celle interdisant le lancement de tout projet d'investissement par les pouvoirs publics sans crédit budgétaire préexistant.	30 juin 2009	Respecté
Publication d'une circulaire limitant les catégories de dépenses pouvant être exécutées par procédure budgétaire exceptionnelle dérogeant à la chaîne normale de la dépense, appelées <i>dépenses avant ordonnancement (DAO)</i> .	30 juin 2009	Respecté
Soumission au Parlement d'un projet de loi de finances 2010 conforme au cadre macroéconomique convenu avec les services du FMI.	31 octobre 2009	Respecté

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

TCHAD

Rapport des services du FMI sur les consultations de 2010 au titre de l'Article IV

Annexe d'information

Préparé par le Département Afrique
(en consultation avec d'autres départements)

Approuvé par Seán Nolan et Dhaneshwar Ghura

Le 1^{er} juin 2010

- **Relations avec le FMI.** Cette section décrit l'assistance financière et technique fournie par le FMI et présente des informations sur l'évaluation des sauvegardes et le régime de change du Tchad.
- **Plan d'action conjoint (JMAP).** Cette section décrit les priorités et les principales activités du Groupe de la Banque mondiale ainsi que les domaines faisant l'objet d'une coopération avec le FMI dans son travail avec les autorités tchadiennes.
- **Questions d'ordre statistique.** Cette section évalue la qualité des données statistiques. Les données communiquées présentent de graves lacunes qui entravent fortement l'exercice de la surveillance.

Table des matières	Page
I. Relations avec le FMI.....	3
II. Relations avec la Banque mondiale	7
III. Questions d'ordre statistique.....	9

Tchad: Relations avec le FMI
(au 30 avril 2010)

I. Statut: Date d'admission : 10 juillet 1963 ;

Article VIII

II. Compte des ressources générales:	millions de DTS	% de la quote-part
Quote-part	56,00	100,00
Avoir du FMI en monnaie nationale	55,72	99,50
Position de réserve au FMI	0,28	0,50
Taux de change des avoirs		

III. Département des DTS :	millions de DTS	% de l'allocation
Allocation cumulative nette	53,62	100,00
Avoirs	2,80	5,22

IV. Encours des avoirs et des prêts :	millions de DTS	% de la quote-part
Accords au titre de la FEC	15,58	27,82

V. Accords financiers les plus récents :

<u>Type</u>	<u>Date de l'Accord</u>	<u>Date d'expiration</u>	<u>Montant approuvé (millions de DTS)</u>	<u>Montant tiré (millions de DTS)</u>
FEC 1/	16 février 2005	31 mai 2008	25,20	4,20
FEC 1/	7 janvier 2000	6 janvier 2004	47,60	42,40
FEC 1/	1 ^{er} septembre 1995	30 avril 1999	49,56	49,56

1/ Anciennement FRPC

VI. Obligations prévues envers le FMI 2/

(en millions de DTS ; projections reposant sur les montants actuels des ressources utilisées et des avoirs en DTS):

	<u>Obligations futures</u>				
	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2014</u>
Principal	4,68	5,08	2,68	1,88	0,84
Commissions/Intérêts	<u>0,10</u>	<u>0,14</u>	<u>0,15</u>	<u>0,14</u>	<u>0,14</u>
Total	<u>4,78</u>	<u>5,22</u>	<u>2,83</u>	<u>2,02</u>	<u>0,98</u>

2/ Lorsqu'un pays membre a des impayés au titre d'obligations financières en souffrance depuis plus de trois mois, le montant de ces impayés figure dans cette section.

VII. Mise en œuvre de l'Initiative PPTE :

Cadre renforcé

I. Engagements d'aide au titre de l'Initiative PPTE

Date du point de décision

Mai 2001

Aide engagée	
par l'ensemble des créanciers (millions de \$EU) ^{1/}	170,00
<i>Dont</i> : assistance du FMI (millions de \$EU)	18,00
(équivalent en millions de DTS)	14,25
Date de point d'achèvement	Flottante

II. Décaissement de l'aide du FMI (millions de DTS)

Assistance décaissée au pays membre	8,55
Assistance temporaire	8,55
Solde au point d'achèvement	--
Décaissement supplémentaire de revenus d'intérêts ^{2/}	--
Total des décaissements	8,55

^{1/} L'aide promise en vertu du cadre original est exprimée en valeur actuelle nette (VAN) au point d'achèvement, et l'aide promise en vertu du cadre renforcé est exprimée en VAN au point de décision. Les deux montants ne s'additionnent donc pas.

^{2/} En vertu du cadre renforcé, un décaissement supplémentaire est effectué au point d'achèvement ; il correspond aux revenus d'intérêts réalisés sur le montant engagé au point de décision mais non encore décaissé durant la période intérimaire.

VIII. Évaluation des sauvegardes

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) est la banque centrale régionale des États d'Afrique centrale. L'évaluation des sauvegardes la plus récente de la BEAC a été achevée le 6 juillet 2009. D'après les conclusions de cette évaluation, la mise en œuvre des précédentes recommandations de sauvegardes sur la communication des informations financières, l'audit interne et le contrôle interne a été limitée et la modification du profil de risque des avoirs en devises de la BEAC requiert de nouvelles mesures pour renforcer les sauvegardes de la banque centrale. Après la révélation de fraude au bureau de Paris, le FMI et la BEAC se sont mis d'accord sur une série de mesures immédiates et de mesures de sauvegardes à plus long terme, pour pouvoir poursuivre les programmes des pays. En décembre 2009, la BEAC a adopté un plan d'action destiné à réformer sa propre gouvernance et renforcer ses principales sauvegardes. Un certain nombre d'audits spéciaux sont également en cours dans le cadre de ce plan d'action. La réalisation des audits et la mise en œuvre du plan d'action accusent des retards.

IX. Régime de change

Le régime de change est commun à tous les membres de la BEAC et ne comporte aucune restriction sur les paiements et les transferts au titre des transactions internationales courantes. La monnaie commune de la BEAC est le franc CFA, qui était autrefois rattaché au

franc français. Le rachat des billets de banque libellés en francs CFA exportés en dehors de la zone de la BEAC a été suspendu le 2 août 1993. Le 12 janvier 1994, le franc CFA a été dévalué de 50 % en termes de change, et sa valeur par rapport au franc français est passée de 1 F = 50 FCFA à 1F = 100 FCFA. Depuis le 1^{er} janvier 1999, le franc CFA est rattaché à l'euro au taux de 1 EUR = 655, 97 FCFA.

X. Consultations au titre de l'article IV

Les consultations avec le Tchad se déroulent selon le cycle de 12 mois. Les prochaines consultations au titre de l'article IV devraient avoir lieu d'ici juin 2011.

XI. Assistance technique

<i>Département</i>	<i>Objet</i>	<i>Date des prestations</i>
STA	Balance des paiements	Mai 2010
MCM (AFRITAC)	Dette publique	Mai 2010
FAD	Evaluation de la politique fiscale	Avril-mai 2010
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale et douanière	Mars-avril 2010
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Mars 2010
FAD (AFRITAC)	Gestion des finances publiques	Janvier 2010
MCM (AFRITAC)	Dette publique	Novembre 2009
FAD (AFRITAC)	Administration fiscale et douanière	Décembre 2009
FAD	Administration fiscale et douanière	Avril 2009
FAD (AFRITAC)	Gestion de la trésorerie	Mars 2009
STA (AFRITAC)	Statistiques des prix	Août 2008
STA	Comptabilité nationale	Janvier-février 2008
FAD	Renforcement de la gestion du budget	Septembre-octobre 2007
FAD (AFRITAC)	Gestion de la trésorerie	Août 2007
STA (AFRITAC)	Comptabilité nationale	Août 2007
STA	Statistiques des prix	Mai 2007
AFRITAC	Mission d'évaluation	Mars 2007
STA	Module de données RONC	Mai 2006

XII. Participation au Programme d'évaluation du secteur financier (PESF), Rapport sur l'observation des normes et des codes (RONC) et évaluation des centres financiers offshore

Une mission de modules de données RONC s'est rendue au Tchad du 26 mai au 8 juin 2005. Une mission conjointe FMI-Banque mondiale a réalisé un PESF pour les pays de la CEMAC du 30 janvier au 9 février 2006.

XIII. Représentant résident

M. Karangwa est le représentant résident du FMI à N'Djamena depuis novembre 2007.

RELATIONS AVEC LA BANQUE MONDIALE

MATRICE DU PLAN D'ACTION CONJOINT BANQUE MONDIALE-FMI
 (MARS 2010- JUIN 2011)

Titre	Produits	Échéancier provisoire des missions	Date prévue de prestation
A. Informations mutuelles sur les programmes de travail pertinents			
Programme de travail de la Banque mondiale au cours des 18 prochains mois	1. Présentation d'une Note de stratégie intérimaire (NSI) au Conseil des administrateurs de la Banque mondiale.	Mars 2010	Juin 2010
	2. Assistance technique pour la gestion du budget, notamment revue de l'exécution budgétaire et mise en conformité avec le DSRP pour 2006-2009.		En cours
	3. Renforcement des capacités en gestion des dépenses publiques.		En cours
	4. Assistance pour renforcer les capacités et les institutions au niveau local dans le cadre du Projet d'appui au développement local, du Projet d'appui au développement urbain, du Projet d'appui aux réformes du secteur de l'éducation, et du Deuxième Projet population et lutte contre le SIDA.		En cours
	5. Une étude régionale sur la stabilisation et la reprise économique dans les régions frontalières touchées par la guerre, à savoir entre le Tchad, le Soudan/le Darfour, et la République Centrafricaine.		A déterminer
Programme de travail du FMI au cours des 18 prochains mois	1. Consultations de 2010 au titre de l'Article IV.	Mars 2010	Juin 2010 : conclusion du Conseil sur Consultations de 2010 au titre de l'Article IV.
	2. Visite éventuelle des services du FMI pour prodiguer des conseils sur l'élaboration du budget 2011.	Septembre 2010	Septembre 2010
	3. Consultations de 2011 au titre de l'Article IV.	Mars 2011	Juin 2011 : conclusion du Conseil sur Consultations de 2011 au titre de l'Article IV.
Assistance technique			
	1. Revue de la politique fiscale, notamment les prévisions des impôts et taxes payés par le	Avril-mai 2010	Juin 2010

	secteur pétrolier.		
2.	Gestion des finances publiques.	Ex. 2011	Ex. 2011
3.	Statistiques : secteur extérieur (balance des paiements et dette) et comptabilité nationale (actualisation de l'année de référence et de l'IPC)	Ex. 2011	Ex. 2011

B. Demandes de participation au programme de travail

Demande du FMI à la Banque mondiale	1. Commentaires sur la composition du budget de 2011.	Sept. 2010	Sept. 2010
	2. Évaluation de la cohérence des plans d'action prioritaires sectoriels, du budget annuel et des cadres de dépenses à moyen terme avec (le cas échéant) le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).	Sept. 2010	Sept. 2010
Demande de la Banque mondiale au FMI	1. Projections et analyses macroéconomiques pour 2011 et à moyen terme	Sept. 2010	
	2. Information sur le financement non concessionnel du budget et des projets	En cours	

C. Accord sur les produits et les missions conjointes

Produits conjoints	1. Note consultative conjointe sur le DSRP.		Mai 2010
	2. Analyse conjointe de viabilité de la dette Banque mondiale/FMI.	Mars 2010	Juin 2010
	3. PESF	Ex. 2011	Ex. 2011

TCHAD—APPENDICE SUR LES QUESTIONS D'ORDRE STATISTIQUE
Au 19 mai 2010

I. Évaluation de l'adéquation des données aux fins de la surveillance

Questions générales: Les données présentent de graves lacunes qui entravent fortement l'exercice de la surveillance. Ces insuffisances sont les plus graves dans les domaines des finances de l'État, de la balance des paiements et de la comptabilité nationale. Le Rapport de 2007 sur l'observation des normes et des codes (RONC) a relevé que le système statistique est toujours faible et souffre d'un manque de ressources à la fois financières et humaines. Plus précisément, le RONC 2007 identifie un certain nombre d'insuffisances, notamment : des données sources inadéquates pour la comptabilité nationale, une couverture insuffisante des finances de l'État et des statistiques monétaires ; une classification sectorielle inadéquate des entités publiques dans tous les groupes de données et l'absence de diffusion des statistiques des finances de l'État par le Ministère de l'économie et des finances et, de manière générale, un accès limité aux données et aux métadonnées. En outre, le pays participe au SGDD depuis 2002, mais ses métadonnées ont besoin d'être actualisées.

Comptabilité nationale : L'exactitude et la fiabilité des données sont compromises par l'imperfection des données sources et la méthodologie n'est pas à jour (SCN 1968). De plus, l'établissement des données reste limité, faute de financement suffisant de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED). Par ailleurs, la diffusion des données et des métadonnées auprès du public pourrait être meilleure si les informations étaient plus détaillées et publiées dans de meilleurs délais.

Statistiques des prix: Bien qu'un nouvel indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) qui couvre la capitale ait remplacé l'ancien indice des prix à la consommation (IPC) en janvier 2008, il reste beaucoup à faire pour améliorer la fiabilité de l'IPCH. La dernière mission d'AFRITAC Centre en août 2008 a décidé avec l'INSEED d'un programme à court terme et notamment des mesures à prendre pour améliorer l'indice.

Statistiques des finances publiques: Un groupe de travail prépare un *Tableau des opérations financières de l'État* (TOFE) trimestriel ainsi que des statistiques mensuelles de la dette, principalement aux fins du programme appuyé par le FMI, qui repose sur plusieurs sources différentes. Seul un TOFE annuel est diffusé. Le Tchad n'a pas encore été en mesure de reprendre la communication des données détaillées à publier dans l'annuaire des statistiques de finances publiques (*Government Finance Statistics Yearbook*). Les données budgétaires annuelles jusqu'en 2001 ont été communiquées et sont incluses dans la base de données des statistiques financières internationales (*International Finance Statistics*). Toutefois, il existe des différences importantes entre le déficit et le total du financement.

Statistiques monétaires : L'insuffisance de la couverture institutionnelle constitue le problème principal; en effet, la couverture est limitée à la banque centrale et aux banques commerciales, tandis que les institutions de micro- crédit, qui sont une source croissante de financement dans le pays, ne sont pas couvertes par l'enquête sur les sociétés de dépôts. C'est pourquoi il est difficile de rapprocher les indicateurs monétaires et budgétaires sur le crédit net à l'État, car les institutions ne sont pas couvertes de la même manière et le regroupement des unités dans les administrations publiques et le secteur public présente des différences.

En outre, l'exactitude des statistiques monétaires peut être gênée par les grands mouvements transfrontaliers, entre les pays de la CEMAC, de billets de banque émis par la BEAC. Environ 38 % des billets émis au Tchad par la direction nationale de la BEAC circulent au Cameroun, alors que la monnaie en circulation au Tchad inclut près de 10 % de billets provenant du Cameroun et 5 % de billets provenant de la République Centrafricaine.

La BEAC n'a pas encore soumis de données de référence à l'aide de formulaires de déclaration standardisés.

Balance des paiements : Il semblerait que la mauvaise qualité des statistiques du secteur extérieur soit liée au manque d'effectifs et à l'insuffisance des ressources matérielles destinées à l'établissement de statistiques. Les données sur le commerce extérieur, préparées par l'INSEED sur la base de déclarations douanières, sont rarement fiables et présentent des problèmes de couverture; en outre, elles ne correspondent pas aux données utilisées dans l'établissement de la comptabilité nationale et empêchent toute analyse précise. C'est la raison pour laquelle la BEAC ne les utilise pas en totalité pour établir les données de la balance des paiements. Les données sur les exportations sont calculées sur la base des données fournies par les ministères. Même si l'on tient compte de la difficulté à recueillir des données sur les échanges transfrontaliers informels entre le Tchad et ses pays voisins, nombre d'améliorations pourraient néanmoins être apportées sur des postes tels que les importations, les exportations de coton et de bétail, le fret et les transferts publics. Le Département des statistiques a recommandé une coordination plus étroite entre la CEMAC, l'INSEED et les autres organes afin d'améliorer la couverture des données.

II. Normes et qualités des données

Participe au Système général de diffusion des données du FMI depuis le 24 septembre 2002.

Le RONC données a été publié en août 2007.

III. Communication des données au Département des statistiques (facultatif)

Seuls la liquidité internationale, les statistiques monétaires, le PIB et les prix sont actuellement communiqués au Département des statistiques pour publication dans les statistiques financières internationales (*International Finance Statistics*).

**Tchad: Tableaux des principaux indicateurs requis pour la surveillance
(Au 19 mai 2010)**

	Date de la dernière observation	Date de réception	Fréquence des données ⁷	Fréquence de la communication ⁷	Fréquence de la publication ⁷	Pour mémoire :	
						Qualité des données – Solidité méthodologique ⁸	Qualité des données – Exactitude et fiabilité ⁹
Taux de change	Quotidien	Quotidien	M	M	M		
Actifs et passifs de réserves de change des autorités monétaires ¹	Déc. 2009	Mars 2010	M	M	M		
Monnaie centrale	Déc. 2009	Mars 2010	M	M	M	LO, LNO, LNO, LO	LO, O, O, LO, ND
Monnaie au sens large	Déc. 2009	Mars 2010	M	TM	M		
Bilan de la Banque centrale	Déc. 2009	Mars 2010	M	M	M		
Bilan consolidé du système bancaire	Déc. 2009	Mars 2010	M	M	M		
Taux d'intérêt ²	Mars 2009	Avril 2009	MI	TM	M		
Indice des prix à la consommation	Janvier 2010	Mars 2010	M	M	M		
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administrations publiques ⁴	Mars 2009	Avril 2009	T	T	T	LO, LNO, LO, LO	O, LO, LO, LO, NO
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administration centrale	Mars 2009	Avril 2009	T	T	T		
Encours de la dette publique et garantie par l'État ⁵	Déc. 2008	Avril 2009	T	T	T		
Solde des transactions courantes extérieures	2007	Avril 2009	A	A	A	O, O, O, LO	LO, LO, O, O, O
Exportations et importations de biens et de services	2007	Avril 2009	A	A	A		
PIB/PNB	2008	Avril 2009	A	A	A	LNO, LO, LNO, LO	LNO, LNO, LNO,

							LNO
Dettes extérieures brutes	Déc. 2008	Avril 2009	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois	Tous les 2 mois		
Position d'investissement internationale ⁶	ND	ND	ND	ND	ND		

¹ Les avoirs de réserve donnés en garantie ou autrement grevés doivent être indiqués séparément. De plus, les données doivent comprendre les engagements à court terme liés à une monnaie étrangère, mais réglés par d'autres moyens, ainsi que les valeurs notionnelles des produits financiers dérivés à payer et à recevoir en monnaie étrangère, y compris ceux qui seraient liés à une monnaie étrangère, mais réglés par d'autres moyens.

² Taux du marché et taux déterminés par les autorités, y compris les taux d'escompte, les taux du marché monétaire et les taux des bons, obligations et titres du Trésor.

³ Financement extérieur et financement intérieur bancaire et non bancaire.

⁴ Les administrations publiques se composent de l'administration centrale (fonds budgétaires et extrabudgétaires et caisses de sécurité sociale), des États fédérés et des administrations locales.

⁵ Y compris la composition par monnaie et par échéance.

⁶ Inclut les positions d'actifs et de passifs extérieurs financiers bruts vis-à-vis des non-résidents.

⁷ Quotidienne (Q), hebdomadaire (H), mensuelle (M), trimestrielle (T), annuelle (A), irrégulière (I); non disponible (ND).

⁸ Réflète l'évaluation fournie dans les données RONC (publiées le 31 août 2007) et reposant sur les conclusions de la mission qui s'est déroulée du 28 mai au 8 juin 2005 pour le jeu de données qui correspond à la variable de chaque rangée. L'évaluation indique si les normes internationales qui concernent les concepts et les définitions, la portée, la classification/sectorisation et la base d'enregistrement sont complètement observées (O), largement observées (LO), largement non observée (LNO), non observées (NO) et non disponibles (ND).

⁹ Idem note 8, à l'exception des normes internationales qui concernent (respectivement) les données sources, l'évaluation des données sources, les techniques statistiques, l'évaluation et la validation des données intermédiaires et des résultats statistiques et les études de révision.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA)
ET
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI)

TCHAD

Analyse de viabilité de la dette réalisée conformément au cadre de viabilité de la dette applicable aux pays à faible revenu

Préparée par les services
de l'Association internationale de développement et du Fonds monétaire international

Approuvée par Sudarshan Gooptu et Sudhir Shetty (IDA)
ainsi que Seán Nolan et Dhaneshwar Ghura (FMI)

1^{er} juin 2010

Le risque de surendettement du Tchad reste modéré, pour autant que les autorités adaptent l'orientation budgétaire à la baisse de la production pétrolière. Si les politiques actuelles sont maintenues en l'état, il en résulterait un accroissement considérable de la dette menant à un niveau d'endettement et de service de la dette insoutenable. Comparés à l'analyse de viabilité de la dette réalisée l'année dernière, les facteurs de vulnérabilité de la dette du Tchad se sont accrus en raison du recours au financement de la banque centrale et de la conclusion de deux importants prêts extérieurs non concessionnels par l'État tchadien¹.

I. CONTEXTE

A. Évolution récente de la dette extérieure publique

1. **L'endettement extérieur du Tchad a fortement diminué durant la décennie écoulée, grâce à la vigueur de la croissance tirée par le secteur pétrolier et à un niveau d'emprunt limité.** La valeur nominale de l'encours de la dette extérieure a été ramenée de 63 % du PIB en 2001, à 24 % en 2009 (tableau 1 du texte et tableaux 1a et 1b). La dette extérieure du Tchad est entièrement publique et se compose essentiellement de créances détenues par des institutions multilatérales, surtout l'IDA et la Banque africaine de développement (BAfD). Elle comprend la dette contractée ou garantie par l'État tchadien.

¹ L'AVD a été réalisée conjointement par les services de la Banque mondiale et du FMI, en consultation avec les services de la Banque africaine de développement.

Tableau texte 1. Tchad — Encours de la dette extérieure en fin d'année, 2001-09 (Milliards de francs CFA)									
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Total global	794.7	786.6	736.9	797.2	898.9	896.2	794.0	782.3	764.6
(pourcentage du PIB)	63.4	56.8	46.3	34.2	29.0	27.2	23.6	20.9	23.7
Institutions multilatérales	678.1	687.7	652.5	715.3	810.2	805.5	718.6	706.6	688.6
FMI	65.3	67.3	57.0	47.7	47.5	37.4	25.4	19.0	12.9
Banque mondiale/IDA	380.6	398.3	394.0	444.5	507.8	486.1	453.4	422.0	408.0
Banque africaine de développement/FAD	182.8	169.8	159.9	168.5	179.8	205.8	173.7	182.4	187.2
BEI	3.9	7.9	7.3	13.0	13.0	12.4	9.9	9.8	8.1
Autres	45.5	44.4	34.2	41.6	62.0	63.8	56.2	73.4	72.4
Créanciers bilatéraux	116.2	98.6	84.1	81.9	88.8	90.7	75.4	75.7	76.0
Dette officielle Club de Paris	30.2	25.8	24.0	25.2	24.3	23.2	23.6	19.2	17.9
Dette officielle hors Club de Paris	86.1	72.7	60.1	56.7	64.4	67.5	51.8	56.5	58.0
<i>dont:</i> Chine, République populaire	28.6	25.4	22.0	13.6	15.4	13.9	-	3.5	10.3
Taiwan, province chinoise	29.2	25.0	20.8	19.2	20.8	16.2	15.0	15.1	13.8
Arabie saoudite	10.4	9.3	6.2	15.2	16.9	14.4	11.4	7.8	6.6
Koweït	15.3	12.9	11.0	8.6	11.2	11.7	10.8	10.2	8.4
Autres créanciers	0.4	0.4	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Source : autorités tchadiennes et bailleurs de fonds.

L'AVD est réalisée sur la base de chiffres bruts. En valeur nominale, les niveaux d'endettement affichent une tendance à la baisse, le Tchad ayant freiné le recours à des prêts extérieurs, amorti la dette inscrite à l'échéancier et remboursé par anticipation les prêts de la BIRD et de l'IDA liés à la construction de l'oléoduc Tchad-Cameroun, en septembre 2008.

2. Malgré une forte détérioration de la situation budgétaire en 2009, la dette extérieure publique a continué à diminuer en valeur nominale. La crise économique et financière internationale a provoqué l'effondrement des revenus pétroliers et une forte augmentation du déficit budgétaire (porté à 21 % environ du PIB hors pétrole). Cette dégradation marquée de la situation budgétaire du Tchad a été financée par la totalité de l'épargne publique accumulée à la banque centrale et le recours aux avances statutaires de la BEAC.

B. Évolution récente de la dette intérieure publique

3. Le Tchad présente un faible encours de dette intérieure publique résultant de l'accumulation d'arriérés de paiements et du récent recours aux avances statutaires de la banque centrale. Cette dette intérieure est estimée à 250 milliards de francs CFA environ (soit 7,7 % du PIB) à fin 2009 (Tableau 2 du texte). La dette intérieure publique comprend les avances statutaires de la banque centrale, les arriérés comptables liés à la gestion des exercices antérieurs, les dettes conventionnées, les engagements juridiques et un montant résiduel d'emprunt public. Les autorités considèrent l'apurement de tous les arriérés de dette et montants de dette vérifiés comme une occasion d'accroître la crédibilité financière de l'État et d'affermir la confiance du secteur privé.

Tableau texte 2. Tchad — Encours de la dette intérieure publique en fin d'année, 2005-09 (Milliards de francs CFA)					
	2005	2006	2007	2008	2009
Total	142.1	79.2	79.1	100.6	249.7
(Pourcentage du PIB)	4.6	2.4	2.4	2.7	7.7
Avances statutaires de la BEAC	38.3	-	17.8	21.7	141.7
Dettes conventionnées	31.1	39.5	16.2	25.4	52.2
Arriérés comptables	34.1	24.8	26.1	41.1	25.7
Engagements juridiques	38.6	14.0	18.1	11.5	29.3
Emprunt national	-	0.9	0.9	0.9	0.9

Source : autorités tchadiennes.

C. État d'avancement des initiatives d'allègement de la dette

4. **Les mauvais résultats de l'exécution des politiques macroéconomiques et les faibles progrès vers la mise en action d'autres déclencheurs ont empêché le Tchad d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).** Le principal obstacle a été l'incapacité du Tchad à atteindre les objectifs budgétaires convenus et à appliquer de façon satisfaisante un programme au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) du FMI. Le programme FRPC signé en 2005 a expiré en 2008 sans qu'aucune revue n'ait été conclue. Les efforts déployés par la suite pour assainir et stabiliser les finances publiques dans le cadre de programmes de référence (PR) n'ont pas non plus abouti en raison de nouveaux dérapages budgétaires. Les progrès vers la mise en action des autres déclencheurs² du point d'achèvement ont été lents et dans certains cas les avancées enregistrées dans un premier temps ont fini par être neutralisées.³

5. **En remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'initiative PPTE renforcée et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) le Tchad pourrait réduire de moitié sa dette extérieure.** L'allègement au titre de l'IADM couvrirait la totalité des créances détenues par trois créanciers multilatéraux (l'IDA, le FMI et le Fonds africain de développement (FAD)) qui subsisterait après l'allègement au titre de l'initiative PPTE renforcée sur les décaissements effectués avant fin 2004, pour le FMI et le FAD, et avant fin 2003 pour l'IDA. En termes nominaux, ceci pourrait représenter plus de 1 milliard

² Pour plus de détails sur les déclencheurs du point d'achèvement, voir [Tchad, Document relatif au point de décision de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés \(PPTE\), 4 mai 2001](#), pages 29 à 31.

³ [Initiative en faveur des pays pauvres très endettés \(PPTE\) et Initiative d'allègement de la dette multilatérale \(IADM\) – État d'exécution pour 2009](#), Tableau 2B, page.32.

de dollars EU et entraînerait une réduction du service de la dette de l'ordre de 40 millions de dollars EU par an.

D. Seuils d'endettement du cadre de viabilité de la dette

6. **Le Tchad figure parmi les pays les moins performants par rapport aux seuils prévus dans le cadre de viabilité de la dette (CVD).** Il a été mal noté sur l'indice EPIN (Évaluation de la politique et des institutions nationales) de la Banque mondiale (2,62 en moyenne pour la période 2006-08 sur une échelle de 1 à 6) et est en recul (tombant de 2,88 en 2005 à 2,53 en 2008)⁴. Les seuils correspondant figurent au tableau 3 du texte .

Tableau texte 3. Seuils d'endettement extérieur prévus dans le cadre d'analyse de viabilité de la dette pour les "pays mal"	
Valeur actuelle de la dette en pourcentage de :	
PIB	30
Exportations	100
Recettes	200
Service de la dette extérieure en pourcentage des :	
Exportations	15
Recettes	25

II. SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE DE L'ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

7. **Les perspectives macroéconomiques à moyen et long terme du Tchad se caractérisent par la diminution régulière de la production pétrolière sur les vingt années à venir.** La production du champ de Doba, qui a démarré en 2003, a atteint son apogée en 2004 avec 61 millions de barils et connaîtra une baisse annuelle constante pour tomber à un niveau insignifiant après 2030. Les projections d'exportation de pétrole à long terme prévoient l'épuisement progressif du champ de Doba. Le pétrole tchadien subit une décote à la vente, en général de 10 à 15 dollars EU par baril par rapport au prix de référence international, en raison de sa qualité et du coût de son transport. À moyen terme (jusqu'en 2015) le prix du pétrole tchadien est supposé augmenter au rythme prévu dans les hypothèses des *Perspectives de l'économie mondiale (PEM)* du FMI; et sur le long terme (2015 à 2030) au taux de croissance établi par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour le prix de référence. Les travaux ont démarré pour la mise en exploitation d'un deuxième champ pétrolier du tiers de la taille de celui de Doba. La modeste production du

⁴ Pour la méthodologie et les résultats de l'EPIN, voir [IDA Country Performance ratings 2008](#).

Encadré 1. Hypothèse macroéconomique de référence

Dans le scénario de référence, la **croissance du PIB réel** est liée avant tout à la diminution constante de la production pétrolière sur les vingt prochaines années (para. 7). À court terme, la croissance hors hydrocarbures devrait être supérieure à sa moyenne tendancielle à long terme, du fait de la mise en exploitation du deuxième champ pétrolifère, de la construction d'une raffinerie de pétrole, d'une nouvelle usine électrique et de l'impact de la construction de routes sur le commerce intérieur, après quoi la croissance hors hydrocarbures devrait revenir à son niveau tendanciel d'avant l'ère pétrolière.

L'inflation fléchit rapidement à court terme pour se stabiliser à un niveau conforme au critère de convergence de la CEMAC, établi à 3 % au maximum par an (Tableau 1b).

Le **solde extérieur courant** reste caractérisé par un important déficit jusqu'à l'achèvement et à la mise en service de l'oléoduc et de la raffinerie en 2012, période à partir de laquelle les importations liées aux travaux de construction et celles de produits pétroliers raffinés chutent considérablement. De même, la vigueur de l'IDE, liée au projet de la raffinerie et à d'autres projets d'investissement ralentit à partir de leur achèvement en 2012 (para. 7 et tableau 1a).

Les **perspectives budgétaires** sont dominées par la baisse des recettes pétrolières et les options de financement limitées. Les autorités opèrent un ajustement en réduisant les dépenses publiques avant tout, mais aussi par les réformes de la politique et de l'administration fiscales pour accroître les recettes non pétrolières (para. 8).

Les financements extérieurs comprennent des prêts-projet de créanciers officiels multilatéraux et bilatéraux destinés à l'investissement public, mais à des conditions moins concessionnelles à terme, ainsi que des dons officiels et autres transferts nets stables (para. 10 et tableau 1a).

deuxième champ vise à approvisionner la raffinerie de N'Djamena créée en partenariat, une fois que cette raffinerie et l'oléoduc nécessaire à l'acheminement de sa production seront achevés en 2012. Ce deuxième champ devrait permettre de réduire les importations de produits raffinés par le Tchad et non d'accroître les exportations pétrolières ou les recettes budgétaires.

8. **La baisse de la production d'hydrocarbures imposera un ajustement budgétaire en raison des possibilités de financement limitées.** La contraction des recettes pétrolières provoquera une diminution constante des recettes publiques totales (de 37 % du PIB hors hydrocarbures en 2010 à 20 % en 2030). La réussite de l'exploitation du deuxième champ pétrolier et de la construction de la raffinerie ne modifiera pas sensiblement l'évolution à la baisse des recettes, ce champ ne représentant que le tiers environ de la capacité de Doba, d'autant que la rentabilité de ces projets reste tributaire de questions logistiques et autres qui restent à résoudre. On suppose que les autorités s'ajusteront à cette baisse permanente des recettes pétrolières, leurs options de financement étant limitées; en effet, l'épargne en dépôt à la banque centrale est quasiment épuisée, le plafond des avances statutaires de la banque centrale s'abaisse progressivement, le guichet de financement de la banque centrale sera fermé en 2014 et un financement extérieur durable n'a été identifié que pour les prêts-projets. L'ajustement budgétaire s'opérerait surtout par la maîtrise des dépenses mais aussi par l'augmentation des recettes non pétrolières, grâce aux réformes de la fiscalité et de l'administration des contributions.

9. **À court terme, les ratios d'endettement augmentent fortement en raison de deux gros prêts extérieurs non concessionnels.** Ces prêts portent la dette extérieure publique de 24 % du PIB en 2009 à 28 % en 2011 (tableau 1a). Un créancier officiel a accordé un prêt de

300 millions de dollars EU au Tchad (3,6 % du PIB de 2009) à titre d'appui budgétaire, comportant un élément don de 15 % environ, avec un différé d'amortissement de 2½ ans et une échéance de 6 ans. Un créancier commercial associé à la construction de la raffinerie de N'Djamena a accepté d'octroyer au partenaire tchadien, la *Société des Hydrocarbures du Tchad* (SHT) qui est une entreprise publique, un prêt de 232 millions d'euros (4,1 % du PIB de 2009) au taux du LIBOR majoré de 3 %, avec un différé de 5 ans et une échéance de 10 ans. Le décaissement intégral de l'appui budgétaire est supposé intervenir en 2010, celui du prêt destiné à la raffinerie doit être effectué en deux tranches égales cette année et en 2010, entraînant une accumulation rapide de dette en 2010-11 et une pression significative du service de la dette à moyen terme. Le taux d'intérêt, le différé d'amortissement et l'échéance applicables à ces prêts ont pour effet d'abaisser l'élément de libéralité moyen des emprunts extérieurs à court terme (graphique 1a). Compte tenu de la situation budgétaire actuelle particulièrement contraignante du Tchad (para. 2) et des projections de baisse constante des recettes pétrolières (para. 7 et 8), il est peu probable que les créanciers accordent de nouveaux appuis budgétaires au Tchad.

10. L'évolution de la dette publique sera déterminée par le volume des prêts-projets.

Les nouveaux emprunts devraient se composer de financements de l'IDA, de la BAfD et d'autres créanciers multilatéraux, et de créanciers membres et non membres du Club de Paris⁵. Sans amélioration substantielle de résultats de la gestion macroéconomique et de celle des finances publiques, les créanciers habituels (multilatéraux et Club de Paris) devraient continuer, selon les projections, à fournir des prêts-projets concessionnels à un niveau nominal sensiblement proche de celui des dernières années. La part de nouveaux prêts à des conditions concessionnelles devrait diminuer régulièrement sur les 20 prochaines années, réduisant progressivement l'élément de libéralité des nouveaux emprunts (graphique 1a). En l'absence d'un accord avec le FMI, aucune date n'a été fixée pour le point d'achèvement de l'initiative PPTE et le scénario de référence ne tient pas compte de l'allègement de dette au titre de l'initiative PPTE et de l'IADM auquel le Tchad peut prétendre (para. 5). Tenant compte des dispositions prévues par les autorités pour apurer les arriérés et de l'obligation de rembourser les avances statutaires à la banque centrale dans les 5 années à venir, la dette intérieure publique tombe à un niveau insignifiant fin 2014.

III. ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

A. Dette extérieure

11. La poursuite des politiques menées actuellement porterait rapidement la charge de la dette extérieure contractée et garantie par l'État au-dessus des seuils. Si les

⁵ Les prêts de l'IDA, de la BAfD et des autres créanciers multilatéraux sont assortis de conditions concessionnelles, comportant un élément de don situé entre 35 et 52 %.

autorités perpétuaient une situation dans laquelle le déficit extérieur courant est largement supérieur aux flux entrants d'IDE dans le secteur pétrolier, comme ce fut le cas en 2009, en ponctionnant leurs réserves officielles de change, la dette extérieure contractée et garantie par l'État franchirait la plupart des seuils de viabilité (*scénario historique* dans les graphiques 1b, c, d et e; scénario alternatif A1 du tableau 2a).

12. Compte tenu des possibilités de financement réduites (para. 8), le maintien de l'orientation actuelle des politiques est difficilement envisageable; les autorités devront resserrer la politique budgétaire en fonction de la baisse tendancielle des revenus pétroliers. Dans ce scénario de référence, la dette extérieure du Tchad reste sous les seuils durant toute la période de projection (graphique 1 et tableau 1a).

13. Les indicateurs de l'endettement extérieur du Tchad sont extrêmement sensibles aux chocs des prix du pétrole. Sur l'ensemble des seuils d'endettement indicatifs, le choc le plus extrême est celui d'une chute de la croissance des exportations en 2011-12, équivalent à une baisse d'un écart-type du prix du pétrole (*Choc le plus extrême* des graphiques 1 et B2, tests paramétriques du tableau 2a). Un choc de cette ampleur ferait franchir trois seuils indicatifs d'endettement (graphiques 1b, c et e). Bien que grave, un tel choc est plausible, compte tenu de la volatilité des cours du pétrole. Un choc afférent aux flux nets non générateurs de dette (Test paramétrique B4 du tableau 2a) entraîne le dépassement de trois des seuils sur cinq, y compris l'indicateur de liquidité, le ratio VA du service de la dette aux exportations s'orientant à la hausse au cours des dix dernières années de la période de projection.

B. Dette publique

14. La viabilité de la dette publique du Tchad dépend aussi de l'ajustement budgétaire. La prise en compte de la dette intérieure ne modifie pas l'évaluation de la viabilité de la dette du Tchad. Compte tenu du faible volume de la dette intérieure (para. 3) et de l'ajustement budgétaire inhérent au scénario de référence, l'analyse de la viabilité de la dette publique est quasiment le reflet de l'analyse de viabilité de la dette extérieure (graphique 2 et tableau 1b).

15. L'analyse de viabilité de la dette publique du Tchad confirme que l'orientation budgétaire actuelle n'est pas soutenable. En 2009, les autorités ont pu absorber une forte réduction des recettes pétrolières en recourant à un lourd déficit budgétaire (environ 10 % du PIB, tableau 1b) qui a été financé par le retrait d'une part significative de l'épargne constituée à partir des recettes pétrolières sur les comptes de l'État à la banque centrale (tirant l'équivalent de 7 % du PIB) et le recours aux avances statutaires de la BEAC (emprunts équivalant à 4 % du PIB). En 2010, grâce au rebond des recettes pétrolières, les comptes publics devraient afficher un déficit primaire de moindre ampleur (4,9 % du PIB), financé par le décaissement d'un appui budgétaire non concessionnel (para. 9). Pour l'avenir, les options de financement sont limitées (para. 8). Toutefois, si les autorités parvenaient à mobiliser un financement qui leur permettrait de maintenir le niveau actuel de dépenses, la courbe de l'endettement monterait en flèche, ce qui aboutirait à un niveau de dette et de

service de la dette insoutenable (*Scénario du solde primaire fixe* du graphique 2 et scénario alternatif A2 du tableau 2b). Un choc temporaire affectant la croissance du PIB réel en 2011-12 remettrait également en question la viabilité de la dette publique (*Choc le plus extrême* du graphique 2 et test paramétrique B1 du tableau 2b).

C. Point de vue des autorités tchadiennes

16. **Les autorités ont fait preuve de plus d'optimisme que les services du FMI et de la Banque mondiale quant aux perspectives budgétaires à moyen terme et à leur propre aptitude à contracter un complément de dette.** Elles tablent sur l'amélioration de la situation sécuritaire pour doper l'activité économique non pétrolière et accroître les recettes hors hydrocarbures, ce qui permettrait aussi de réduire les dépenses de sécurité. Elles ont noté qu'un niveau de prix du pétrole supérieur aux prévisions aurait pour effet d'améliorer ces perspectives. En outre, elles ont bon espoir que la découverte de nouveaux champs pétrolifères et d'autres ressources naturelles entraînera une amélioration des recettes publiques à moyen terme. Enfin, les autorités estiment que les seuils d'endettement appliqués au Tchad dans le cadre de l'AVD sont trop bas, eu égard à ses besoins d'investissement pressants.

D. Principales différences par rapport à l'AVD de 2008

17. **Les projections de l'AVD de 2010 partent d'un niveau d'endettement plus élevé que prévu dans celle de 2008 mais les trajectoires du scénario de référence sont à peu près semblables.** À fin 2009, le total de la dette publique était plus élevé que prévu dans l'AVD de 2008⁶ en raison du niveau de dépenses primaires plus élevé que prévu, financé par des emprunts intérieurs. Le maintien de ce niveau de dépenses sur l'exercice 2010, financé par un appui budgétaire extérieur non concessionnel, n'avait pas été prévu dans l'AVD de 2008. Les deux scénarios tiennent compte de la baisse tendancielle de la production et des recettes pétrolières, et sont tributaires de l'ajustement budgétaire. Si le taux d'accumulation de la dette était relativement stable et positif dans l'AVD de 2008, l'AVD de 2010 porte sur un financement extérieur dont la composition et les conditions sont différentes (para.10) et qui signifient à la fois une augmentation de la charge d'amortissement à moyen terme et une diminution de l'élément de libéralité sur toute la période de projection.

IV. ÉVALUATION DU RISQUE DE SURENDETTEMENT ET CONCLUSIONS

18. **Comparés à l'AVD de l'année dernière, les facteurs de vulnérabilité de la dette se sont accrus parce que les autorités ont fait appel au financement de la banque centrale et contracté deux gros prêts extérieurs non concessionnels.** Ces deux prêts entraîneront une forte augmentation de la dette au cours des deux prochaines années, avant le démarrage du remboursement des prêts. Ceci rendra la dynamique de la dette du Tchad plus

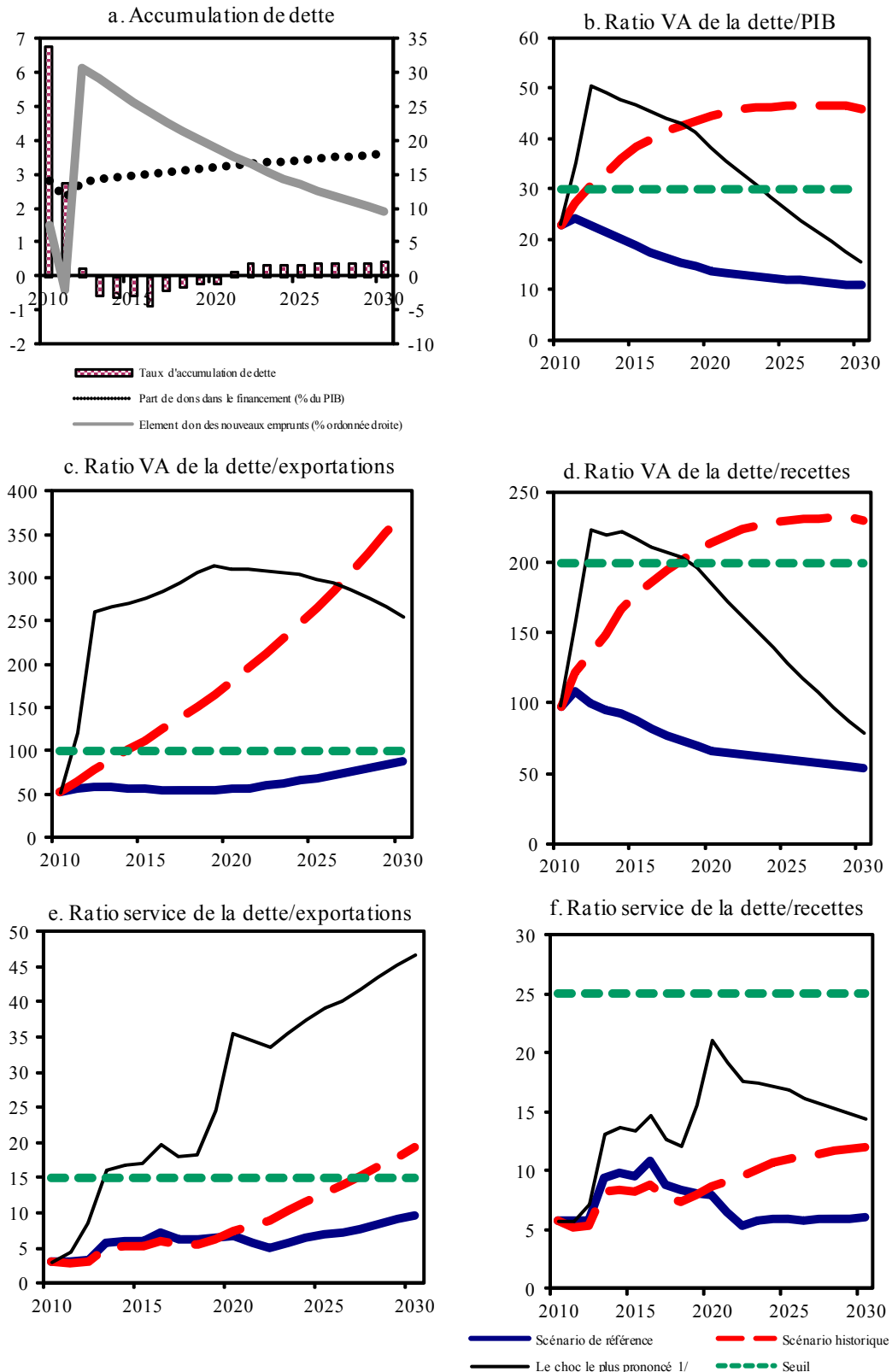
⁶ [Rapport 09/68 du FMI. Tchad — Consultations au titre de l'article IV pour 2008; Analyse de viabilité de la dette. Supplément établi par les services du FMI.](#)

vulnérable aux chocs, rapprochant la dette et le service de la dette du Tchad des seuils y afférents et cela, à brève échéance.

19. Le risque de surendettement du Tchad reste modéré, pour autant que les autorités alignent l'orientation budgétaire sur la baisse de la production de pétrole. Un tel scénario de référence ne provoque pas de dépassement des seuils d'endettement. Mais si les politiques actuelles sont maintenues, la trajectoire de la dette monterait en flèche, aboutissant à un niveau de dette et de service de la dette non viable. Si le risque de surendettement reste modéré, l'augmentation des ratios d'endettement plus rapide que celle des projections de la précédente AVD est préoccupante.

20. Les progrès vers le point d'achèvement de l'initiative PPTE permettraient de réduire considérablement la vulnérabilité de la dette, l'allègement au titre des initiatives PPTE et IADM ayant pour effet de réduire de moitié la dette extérieure.

Graphique 1. Tchad : Indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2010-2030 1/



Sources : autorités tchadiennes; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Le test le plus extrême est lié à un choc sur la croissance des exportations équivalant à un écart-type de diminution du prix du pétrole en 2011 et 2012.

Tableau Ia. Tchad: Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2007-2030 1/
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Chiffres réels			Moyenne Historique	Ecart-type	Projections									2016-2030 Moyenne
	2007	2008	2009			2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010-2015 Moyenne	2020	2030	
Dette extérieure (nominale) 1/	23.6	20.9	23.7			27.4	27.8	26.0	24.4	23.0	21.6		16.0	12.1	
Variation de la dette extérieure	-3.6	-2.7	2.8			3.7	0.4	-1.8	-1.6	-1.4	-1.4		-0.9	-0.3	
Flux créateurs de dette identifiés	-2.2	-4.5	21.1			9.2	3.4	0.7	1.0	0.6	1.1		2.0	2.9	
Déficit du compte courant hors intérêts	10.4	13.5	33.4	26.9	27.8	32.9	26.0	7.2	7.1	6.3	6.8	14.4	7.5	6.7	
Déficit de la balance des biens et services	-2.5	-2.6	28.0			24.9	18.2	0.5	1.1	0.8	1.9		5.9	10.1	
Exportations	54.8	52.8	42.1			43.9	42.2	38.9	36.9	35.4	33.9		24.7	12.3	
Importations	52.3	50.2	70.1			68.7	60.5	39.4	38.0	36.2	35.8		30.6	22.5	
Transferts courants nets (négatifs = entrée)	-4.0	-3.6	-4.7	-4.4	0.6	-3.0	-2.8	-2.7	-2.7	-2.7	-2.7		-3.0	-3.4	
dont : transferts officiels	-2.5	-2.3	-2.7			-1.5	-1.6	-1.7	-1.7	-1.8	-1.8		-2.1	-2.7	
Autres flux du compte courant (négatifs = entrée nette)	16.9	19.7	10.1			11.1	10.6	9.4	8.7	8.1	7.6		4.5	0.0	
Investissements directs étrangers, net (négatifs = entrée de capital)	-10.1	-14.4	-17.3	-16.9	13.4	-23.3	-21.9	-5.5	-5.5	-5.6	-5.6	-11.2	-5.4	-3.7	
Dynamiques endogènes de la dette 2/	-2.5	-3.7	5.1			-0.5	-0.6	-0.9	-0.5	-0.1	-0.1		-0.1	0.0	
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.2	0.2	0.4			0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5		0.3	0.3	
Contribution de la croissance du PIB réel	0.0	0.1	0.4			-0.9	-1.0	-1.4	-1.0	-0.6	-0.6		-0.4	-0.4	
Contribution des variations de prix et des taux de change	-2.7	-4.0	4.3			...	...	...	...	...	...		...	...
Résiduel 3/	-1.3	1.8	-18.3			-5.5	-3.0	-2.6	-2.6	-2.0	-2.5		-2.9	-3.2	
dont: financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
VA de la dette extérieure PPG	...	...	18.8			22.9	24.1	22.7	21.3	20.1	18.8		13.7	10.8
En pourcentage des exportations	...	...	44.7			52.3	57.1	58.3	57.8	56.7	55.5		55.6	87.4
En pourcentage des recettes budgétaires	...	...	112.7			97.6	108.4	100.4	95.6	92.9	87.7		66.2	54.0
Ratio du service de la dette/ exportations (en pourcentage)	1.5	3.5	2.8			3.1	3.0	3.4	5.7	6.0	6.1		6.7	9.7	
Ratio du service de la dette PPG/ exportations (en pourcentage)	1.5	3.5	2.8			3.1	3.0	3.4	5.7	6.0	6.1		6.7	9.7	
Ratio du service de la dette PPG/ recettes budgétaires (en pourcentage)	3.5	7.1	7.1			5.7	5.7	5.8	9.4	9.8	9.6		7.9	6.0	
Besoins de financement brut (en Billions de dollars EU)	0.1	0.1	1.2			0.9	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3		0.5	0.9	
Déficit du compte courant hors intérêt stabilisant la dette en point de PIB	14.0	16.2	30.6			29.2	25.5	9.0	8.6	7.7	8.1		8.4	7.0	
Hypothèses clés macroéconomiques															
Taux de croissance du PIB réel (en pourcent)	0.2	-0.4	-1.6	7.4	10.9	4.3	3.9	5.5	4.2	2.6	2.7	3.9	2.7	3.0	
Variation du déflateur du PIB exprimé en dollar EU (en pourcent)	11.1	20.1	-17.0	9.4	13.3	11.6	2.2	1.9	-0.4	0.6	0.7	2.8	1.6	2.9	
Taux d'intérêt effectif (en pourcent) 4/	0.9	1.1	1.4	1.1	0.2	2.0	1.5	1.9	2.0	2.1	2.1	1.9	2.0	2.7	
Croissance des exportations de biens et services exprimées en dollar EU (en pourcent)	8.0	15.3	-34.9	43.2	87.8	21.2	2.3	-1.1	-1.7	-0.9	-0.8	3.2	-2.3	-0.8	
Croissance des importations de biens et services exprimées en dollar EU (en pourcent)	12.8	14.9	14.1	32.9	52.0	14.1	-6.5	-29.9	-0.1	-1.5	2.3	-3.6	0.6	4.1	
Elément don des nouveaux emprunts du secteur public (en pourcent)	...	...	...	...	...	7.4	-2.0	30.6	29.0	27.3	25.6	19.7	18.8	9.5
Recettes publiques (à l'exclusion des dons, en pourcentage du PIB)	22.8	26.4	16.7			23.5	22.3	22.6	22.3	21.6	21.5		20.7	20.0	
Apports d'aide (en Billions de dollars EU) 5/	0.1	0.1	0.2			0.2	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3		0.4	0.8	
dont : les dons	0.1	0.1	0.2			0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3		0.4	0.7	
dont : les prêts concessionnels	0.0	0.0	0.0			0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03		0.03	0.03	
Financement équivalent en don (en pourcentage du PIB) 6/	...	...	...			2.8	2.3	2.8	2.8	2.9	2.9		3.2	3.6
Financement équivalent en don (en pourcentage du financement extérieur) 6/	...	...	...			30.9	43.3	81.1	80.7	80.2	79.8		77.9	75.4
<i>Pour mémoire :</i>															
PIB nominal (en Billions de dollars EU)	7.0	8.4	6.9			8.0	8.5	9.1	9.4	9.8	10.1		12.3	20.9	
Croissance du PIB nominal en dollars EU	11.3	19.6	-18.3			16.4	6.2	7.5	3.7	3.3	3.4	6.8	4.4	6.0	
VA de la dette extérieure PPG (en Billions de dollars EU)			1.4			1.8	2.0	2.1	2.0	2.0	1.9		1.7	2.3	
(VA1-VA1-1)/PIB1-1 (en pourcent)						6.8	2.8	0.2	-0.6	-0.6	-0.6	1.3	-0.2	0.4	

Sources: autorités tchadiennes et simulations des services du FMI.

1/ La totalité de la dette extérieure est publique.

2/ Dérivé de $[r - g - r(1+g)] / (1+g+r)$ multiplié par les ratios de dette antérieurs, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et r = taux de croissance du déflateur du PIB (exprimé en dollars EU).

3/ En 2009, inclut une réduction des réserves extérieures de 11 pourcent du PIB. Inclut aussi financement exceptionnel (variations des arriérés et allègements de dette) et ajustements pour changements de valeur.

4/ Paiement d'intérêts de l'année courante divisés par l'encours de la dette de la période précédente.

5/ Définit comme dons, prêts concessionnels et allègement de dette

6/ Le financement équivalent en don inclut les dons accordés directement aux gouvernements et au travers des nouveaux emprunts (c'est à dire la différence entre la valeur nominale et la VA).

Tableau 1b. Tchad: Cadre de viabilité de la dette publique, scénario de référence, 2007-2030
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Chiffres réels			Moyenne historique 5/	Ecart type 5/	Estimation					Projections			2016-30 Moyenn e
	2007	2008	2009			2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010-15 Moyenne	2020		2030
Dette du secteur public 1/	26.0	23.6	31.4			34.2	32.4	28.9	25.8	23.2	21.6		16.0	12.1
dont la part libellée en devises	23.6	20.9	23.7			27.4	27.8	26.0	24.4	23.0	21.6		16.0	12.1
Variation de la dette du secteur public	-3.6	-2.4	7.8			2.8	-1.8	-3.6	-3.0	-2.6	-1.6		-0.9	-0.3
Flux créateurs de dette identifiés	-6.2	-5.6	12.4			1.6	-3.4	-4.5	-4.0	-3.0	-1.3		-0.3	0.1
Déficit primaire	-3.4	-4.8	9.8	2.4	4.8	4.9	-1.9	-2.9	-3.5	-2.7	-1.0	-1.2	0.1	0.5
Recettes et dons	24.2	27.9	20.3			25.8	24.6	25.1	24.9	24.2	24.2		23.7	23.5
<i>dont : dons</i>	1.5	1.5	3.6			2.3	2.4	2.5	2.6	2.6	2.7		3.0	3.5
Dépenses primaires (hors intérêt)	20.8	23.1	30.1			30.7	22.7	22.2	21.3	21.5	23.2		23.8	23.9
Dynamiques endogènes de la dette	-2.8	-0.9	2.6			-2.7	-1.5	-1.7	-0.5	-0.3	-0.3		-0.4	-0.4
Contribution des différentiels entre taux d'intérêt et croissance	-0.5	-0.3	1.0			-1.6	-1.3	-1.7	-1.1	-0.6	-0.6		-0.5	-0.3
<i>dont: contribution du taux d'intérêt réel moyen</i>	-0.5	-0.5	0.6			-0.3	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0		0.0	0.1
<i>dont: contribution du taux de croissance réel du PIB</i>	-0.1	0.1	0.4			-1.3	-1.3	-1.7	-1.2	-0.7	-0.6		-0.4	-0.4
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-2.2	-0.5	1.6			-1.1	-0.2	0.0	0.6	0.3	0.3		...	...
Autres flux créateurs de dette identifiés	0.0	0.0	0.0			-0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Recettes de privatisation (négatives)	0.0	0.0	0.0			-0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Reconnaissance de passifs éventuels ou implicites	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Allègement de dette (PPTe et autres allègement)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Autres (spécifier, ex recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Résiduel, incluant des variations d'actif	2.6	3.3	-4.5			1.1	1.7	1.0	1.0	0.4	-0.3		-0.6	-0.4
Autres indicateurs de viabilité														
VAN de la dette du secteur public	2.4	2.7	26.6			29.7	28.8	25.6	22.8	20.3	18.8		13.7	10.8
dont : la part libellée en devises	0.0	0.0	18.8			22.9	24.1	22.7	21.3	20.1	18.8		13.7	10.8
dont : la dette extérieure	...	...	18.8			22.9	24.1	22.7	21.3	20.1	18.8		13.7	10.8
VAN des passifs éventuels (exclus de la dette du secteur public)	...	...	...			...	...	...	...	...	...		...	...
Besoin de financement brut 2/	-0.8	-2.2	13.0			7.8	1.1	-0.1	0.0	0.6	1.3		1.8	1.7
Ratio de la VAN de la dette publique/ recettes budgétaires, incluant les dons (en pourcentage)	9.7	9.6	131.0			115.2	116.8	102.0	91.6	83.8	78.0		57.9	46.0
Ratio de la VAN de la dette publique/ recettes budgétaires, excluant les dons (en pourcentage)	10.3	10.2	159.0			126.6	129.2	113.2	102.1	94.0	87.7		66.2	54.0
dont : la dette extérieure 3/	...	...	112.7			97.6	108.4	100.4	95.6	92.9	87.7		66.2	54.0
Ratio du service de la dette publique/ recettes budgétaires, incluant les dons (en pourcentage)/4	7.7	6.9	9.5			8.7	12.1	11.1	14.0	13.6	9.5		6.9	5.1
Ratio du service de la dette publique/ recettes budgétaires, excluant les dons (en pourcentage)/4	8.1	7.2	11.5			9.6	13.4	12.3	15.6	15.3	10.7		7.9	6.0
Déficit primaire stabilisant la dette en point de PIB	0.2	-2.4	2.0			2.1	-0.1	0.7	-0.5	-0.1	0.6		1.0	0.8
Hypothèses clés macroéconomiques et budgétaires														
Croissance du PIB réel (en pourcent)	0.2	-0.4	-1.6	7.4	10.9	4.3	3.9	5.5	4.2	2.6	2.7	3.9	2.7	3.0
Taux d'intérêt nominal moyen de la dette publique intérieure (en pourcent)	0.9	1.1	1.4	1.1	0.2	2.0	1.5	1.9	2.0	2.1	2.1	1.9	2.0	2.7
Taux d'intérêt réel moyen de la dette intérieure (en pourcent)	2.0	-9.0	19.9	2.6	12.4	-7.4	-0.2	0.5	2.6	0.8	-0.3	...	...	...
Dépréciation du taux de change réelle (en pourcent, + = dépréciation)	-8.4	-2.3	7.7	-6.3	8.8	-4.6	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcent)	1.8	11.8	-12.3	6.1	9.5	11.6	3.2	2.5	0.2	1.2	1.3	3.4	1.6	2.9
Croissance des dépenses primaires réelles (application du déflateur du PIB, en pourcent)	0.3	0.1	0.3	0.1	0.2	0.1	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Élément don des nouveaux emprunts extérieurs (en pourcent)	...	...	...	...	...	7.4	-2.0	30.6	29.0	27.3	25.6	19.7	18.8	9.5

Sources: autorités tchadiennes et simulations des services du FMI.

1/ Dette brute de l'administration centrale et dettes garanties pour, ou assumées de, les entreprises de l'État.

2/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de dette à court terme à la fin de la dernière période.

3/ Recettes budgétaires hors dons.

4/ Le service de la dette est égal à la somme des paiements d'intérêts et d'amortissements de la dette à moyen et long terme.

5/ Moyennes historiques et écarts-type sont normalement calculés sur les 10 dernières années en fonction de la disponibilité des données.

Tableau 2a. Tchad: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contracté ou garantie par l'État, 2010-2030
(En pourcentage)

	Projections											
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2030
Ratio de la VAN/PIB												
Scénario de référence	23	24	23	21	20	19	17	16	15	15	14	11
A. Scénarios alternatifs												
A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2010 à 2030 1/	23	27	31	33	36	38	40	41	42	44	44	46
A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2010 à 2030 2/	23	24	23	22	21	20	19	18	17	17	16	15
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012	23	26	27	25	24	22	20	19	18	17	16	13
B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012 3/	23	35	50	49	48	47	45	44	43	41	38	16
B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012	23	26	25	24	23	21	20	18	17	16	15	12
B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012 4/	23	39	38	37	35	34	33	32	31	29	27	13
B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les choes	23	35	30	28	27	26	24	23	22	21	19	12
B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2011 5/	23	34	32	30	28	27	25	23	22	20	19	15
Ratio de la VAN/ exportations												
Scénario de référence	52	57	58	58	57	56	54	54	55	55	56	87
A. Scénarios alternatifs												
A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2010 à 2030 1/	52	64	79	90	102	113	125	137	151	165	180	372
A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2010 à 2030 2/	52	57	59	60	59	59	59	60	62	63	66	123
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012	52	57	58	58	57	55	54	54	54	55	55	87
B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012 3/	52	120	260	267	271	276	283	294	306	313	310	254
B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012	52	57	58	58	57	55	54	54	54	55	55	87
B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012 4/	52	93	98	99	100	101	102	105	109	109	108	105
B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les choes	52	84	76	76	76	75	75	76	78	77	77	95
B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2011 5/	52	57	58	58	57	55	54	54	54	55	55	87
Ratio de la VAN/ recettes publiques												
Scénario de référence	98	108	100	96	93	88	81	77	73	70	66	54
A. Scénarios alternatifs												
A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2010 à 2030 1/	98	122	135	148	167	178	187	195	202	209	214	230
A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2010 à 2030 2/	98	108	102	99	97	93	88	85	82	80	78	76
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012	98	116	118	112	109	103	96	90	86	82	78	63
B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012 3/	98	158	223	220	221	217	211	207	204	197	184	78
B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012	98	115	113	107	104	99	91	86	82	78	74	61
B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2011-2012 4/	98	176	168	164	164	159	153	149	146	137	129	65
B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les choes	98	157	132	128	126	121	114	110	106	99	93	59
B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2011 5/	98	153	142	135	131	124	115	109	103	98	93	76

Tableau 2a. Tchad: Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de dette extérieure contracté ou garantie par l'État, 2010-2030 (suite)
(En pourcentage)

	Projections											
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2030
Ratio du service de la dette/ exportations												
Scénario de référence	3	3	3	6	6	6	7	6	6	6	7	10
A. Scénarios alternatifs												
A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2010 à 2030 1/	3	3	3	5	5	5	6	5	6	6	7	19
A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2010 à 2030 2/	3	3	3	3	5	5	5	5	5	5	4	8
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	3	3	3	6	6	6	7	6	6	6	7	10
B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2011-12 3/	3	4	8	16	17	17	20	18	18	25	35	47
B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	3	3	3	6	6	6	7	6	6	6	7	10
B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2011-12 4/	3	3	4	7	7	7	9	8	8	12	13	17
B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les chocs	3	3	4	6	7	7	8	7	7	10	9	13
B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2011 5/	3	3	3	6	6	6	7	6	6	6	7	10
Ratio du service de la dette/ recettes publiques												
Scénario de référence	6	6	6	9	10	10	11	9	8	8	8	6
A. Scénarios alternatifs												
A1. Croissance des variables clé revenant à leur moyenne historique de 2010 à 2030 1/	6	5	5	8	8	8	9	8	7	8	9	12
A2. Obtention de financement du secteur public à des conditions moins favorables de 2010 à 2030 2/	6	6	5	5	8	7	7	7	7	6	5	5
B. Tests paramétrés												
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	6	6	7	11	12	11	13	10	10	10	9	7
B2. Croissance des exportations revenant à leur moyenne historique moins un écart-type en 2011-12 3/	6	6	7	13	14	13	15	13	12	16	21	14
B3. Déflateur du PIB (estimé en dollar EU) reflétant sa moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	6	6	7	11	11	11	12	10	9	9	9	7
B4. Flux nets non-créditeur de dette en ligne avec leurs moyenne historique moins un écart-type en 2011-12 4/	6	6	8	11	12	12	13	11	10	15	15	11
B5. Combinaison des scénarios B1 à B4 utilisant un demi écart-type sur les chocs	6	6	7	11	11	11	12	10	10	13	11	8
B6. Dévaluation de 30 pourcent du taux de change en 2011 5/	6	8	8	13	14	14	15	13	12	11	11	8
<i>Pour mémoire :</i>												
Élément don projeté du financement résiduel (financement supplémentaire par rapport au scénario de référence) 6/	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13	13

Sources: Projections et simulations des fonctionnaires du FMI.

1/ Les variables sont la croissance du PIB réel, du déflateur du PIB exprimé en dollar américain, le compte-courant hors intérêt (en pourcentage du PIB) et les flux non-créditeurs de dette.

2/ On suppose le taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts est supérieur de 2 points à celui du scénario de référence; le délai de grâce et la maturité restant identiques.

3/ On suppose que les exportations demeurent définitivement à leur niveau le plus bas, mais le compte courant revient à son niveau initial après le choc

(ce qui implique un ajustement automatique compensatoire sur les importations).

4/ Inclut les transferts officiels et privés, et les investissements directs étrangers.

5/ La dépréciation est définie comme la diminution en pourcentage de la valeur de la monnaie locale par rapport au dollar américain, et cette diminution ne peut excéder 100 pourcent.

6/ S'applique aux scénarios de sensibilité, sauf pour le scénario A2 (financement sous termes moins favorable) dans lequel les termes des nouveaux financements sont ceux mentionnés à la note en bas de la page 2.

Table 2b. Tchad: Analyse de Sensibilité des Principaux Indicateurs de la Dette Publique 2010-2030

	Projections							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2020	2030
Ratio de la VA/ PIB								
Scénario de référence	30	29	26	23	20	19	14	11
A. Scénarios alternatifs								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique	30	32	33	35	37	37	38	38
A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2010	30	36	40	45	51	55	75	107
A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/	30	30	28	28	28	30	50	148
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2011-2012	30	33	36	37	38	40	53	78
B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 2011-2012	30	38	44	42	39	38	33	27
B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les choix	30	36	42	40	39	38	39	43
B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2011	30	39	35	32	30	28	23	20
B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2011	30	39	35	32	30	29	24	19
Ratio de la VA/ recettes publiques2/								
Scénario de référence	115	117	102	92	84	78	58	46
A. Scénarios alternatifs								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique	115	130	134	144	153	156	165	176
A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2010	115	144	159	183	209	229	318	455
A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/	115	122	113	111	114	121	204	578
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2011-2012	115	132	141	145	153	162	217	324
B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 2011-2012	115	154	177	168	163	157	138	117
B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les choix	115	146	165	159	158	158	162	182
B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2011	115	157	140	129	123	117	98	87
B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2011	115	157	141	131	124	119	99	82
Ratio du service de la dette/ recettes publiques 2/								
Scénario de référence	9	12	11	14	14	9	7	5
A. Scénarios alternatifs								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire budgétaire revenant à leur moyenne historique	9	12	11	15	15	11	9	13
A2. Solde primaire demeurant inchangé à partir de 2010	9	12	12	16	18	15	16	34
A3. Plus faible croissance du PIB de façon permanente 1/	9	12	12	15	15	12	13	33
B. Tests paramétrés								
B1. Croissance du PIB réel revenant à sa moyenne historique moins 1 écart-type en 2011-2012	9	13	13	17	17	13	13	24
B2. Solde primaire reflétant sa moyenne historique moins 1 écart type en 2011-2012	9	12	12	17	17	13	10	13
B3. Combinaison des scénarios B1-B2 en utilisant un demi écart-type sur les choix	9	12	13	17	17	13	11	16
B4. Dépréciation réelle de 30 pourcent du taux de change en 2011	9	13	13	18	18	14	11	11
B5. Augmentation de 10 pourcent des flux créateurs de dette en 2011	9	12	13	16	15	11	9	9

Sources: Autorités tchadiennes et estimations et projections des services du FMI.

1/ On suppose que la croissance du PIB réel correspond au scénario de référence moins un écart-type divisé par la racine carrée de 20 (soit le nombre d'années de projection).

2/ Les recettes budgétaires incluent les dons.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

TCHAD

**Rapport des services du FMI sur les consultations de 2010 au titre de l'Article IV-
Complément d'information**

Préparé par le Département Afrique
(en consultation avec d'autres départements)

Approuvé par Seán Nolan et Dhaneshwar Ghura

16 Juin 2010

D'après des informations que viennent de recevoir les services du FMI, le gouvernement tchadien semble avoir modifié sa politique de lutte contre la pénurie alimentaire. Dans le paragraphe 18 de leur Rapport sur les consultations de 2010 au titre de l'Article IV, les services du FMI indiquent, sur la base des informations dont ils disposaient au moment de la mission, que le gouvernement a commandé 33.000 tonnes de nourriture pour remédier à la pénurie alimentaire. Les services du FMI ont appris ces derniers jours que les appels d'offres portant sur près de 20.000 tonnes de vivres ont expiré sans qu'aucune suite ne leur soit donnée. Selon des informations obtenues auprès d'institutions spécialisées, les services du FMI estiment que cette réduction de commandes risque de gravement compromettre les efforts de secours alimentaire.



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Note d'information au public

DÉPARTEMENT
DES RELATIONS
EXTÉRIEURES

Note d'information au public (NIP) n° 10/77
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
Le 16 juin 2010

Fonds monétaire international
700 19th Street, NW
Washington, D. C. 20431 USA

Le FMI conclut les consultations de 2010 au titre de l'article IV avec le Tchad

Le 16 juin 2010, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec le Tchad¹.

Informations générales

Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il a été en conflit durant la majeure partie des trente dernières années. Son principal défi à moyen terme est de tirer parti des possibilités offertes par les revenus pétroliers depuis 2003 pour stimuler la croissance du secteur non pétrolier et réduire la pauvreté. La seconde stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP) souligne l'importance de la viabilité budgétaire, d'une gestion saine des finances publiques et de dépenses de grande qualité pour promouvoir la diversification économique et la réduction de la pauvreté.

La production a baissé de 2 % en 2009 en raison de la forte baisse de la production agricole due à la mauvaise pluviométrie et de la baisse tendancielle de la production d'hydrocarbures. L'inflation a atteint 10 % en 2009 mais est en recul depuis la fin de la crise pétrolière et alimentaire.

La mauvaise récolte pourrait imposer des pénuries alimentaires à près de 2 millions de personnes (soit 18 % de la population). Les besoins en ressources alimentaires supplémentaires s'établissent, selon les estimations, entre 80.000 et 100.000 tonnes

¹ Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des renseignements économiques et financiers et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui est soumis à l'examen du Conseil d'administration. À l'issue de cet examen, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. Une explication des qualificatifs utilisés dans les comptes rendus peut être trouver à : <http://www.imf.org/external/np/sec/misc/qualifiers.htm>.

que le gouvernement a commencé à satisfaire en coopération avec des bailleurs de fonds.

La crise financière mondiale a surtout affecté le Tchad par la baisse des prix pétroliers. La situation budgétaire s'est fortement dégradée en 2009, le gouvernement ayant accru les niveaux de dépenses alors que les revenus pétroliers s'effondraient. Le solde budgétaire global est passé d'un excédent significatif (avoisinant 7 % du PIB hors pétrole) en 2008 à un lourd déficit (de près de 21 % du PIB hors pétrole) en 2009, financé par la totalité des revenus pétroliers épargnés, des prêts de la BEAC et des financements extérieurs (sous forme de dons principalement).

La baisse des prix pétroliers en 2009 a entraîné une détérioration marquée du solde extérieur courant comme du solde global de la balance des paiements, ainsi qu'une réduction des réserves officielles brutes imputées (ramenées à 3 mois d'importations de biens et de services, hors importations du secteur pétrolier financées par le consortium pétrolier).

Membre de la zone franc, le Tchad n'a pas une politique monétaire indépendante. La masse monétaire au sens large s'est légèrement contractée en 2009, reflétant la baisse de l'activité économique. Le secteur bancaire présente des vulnérabilités liées à son manque de profondeur, à la forte concentration des crédits, à la situation précaire de certaines banques, à l'insuffisance des inspections sur place, aux dysfonctionnements de la justice et, de manière plus générale, au sous-développement des marchés financiers au sein de Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Les perspectives macroéconomiques sont tributaires du rebond escompté de l'agriculture, de la construction du second projet d'extraction de pétrole, du redressement progressif des prix pétroliers et du nécessaire ajustement budgétaire face aux contraintes financières.

Évaluation par le Conseil d'administration

Les administrateurs ont noté que la crise financière mondiale a essentiellement touché le Tchad par la baisse des prix du pétrole, qui a entraîné une forte détérioration de la balance des paiements et de la situation budgétaire. Dans le même temps, le PIB s'est contracté sous l'effet de la forte diminution de la production agricole. Si le redressement de la production agricole est attendu, la pénurie alimentaire est latente et doit être traitée d'urgence. À moyen terme, la baisse tendancielle des ressources pétrolières exigera un important ajustement de la politique budgétaire.

Les administrateurs ont exprimé leur inquiétude face à la menace de pénurie alimentaire. Ils ont préconisé l'adoption rapide de mesures complémentaires pour combler à temps le déficit en ressources alimentaires de manière à éviter la famine. Il est indispensable de redoubler d'efforts pour améliorer la productivité agricole afin d'éviter les pénuries alimentaires récurrentes.

Les administrateurs ont pris note de la dégradation prononcée de la situation budgétaire en 2009, de l'épuisement de l'épargne pétrolière et de la forte augmentation de la dette publique, due à deux gros prêts non concessionnels et aux crédits de la BEAC. Pour assurer la viabilité de la dette, les administrateurs ont conseillé aux autorités d'inscrire le resserrement de la politique budgétaire dans un cadre à moyen terme qui intègre la baisse tendancielle de la production pétrolière sur les 20 prochaines années. Ceci permettrait une réduction régulière du déficit primaire non pétrolier tout en centrant les dépenses sur les domaines prioritaires. Les administrateurs ont recommandé l'adoption d'un collectif budgétaire pour 2010 allant dans ce sens. Ils ont encouragé les autorités à éviter de contracter des prêts non concessionnels.

Les administrateurs ont souligné que l'amélioration de la gestion des finances publiques est essentielle pour que la richesse pétrolière se traduise par une croissance durable et des progrès vers les objectifs du millénaire pour le développement. Les grandes priorités sont le maintien d'une transparence exemplaire des revenus pétroliers, la mise en œuvre du dispositif de l'Initiative pour la transparence des industries extractives, le renforcement des récentes améliorations de l'administration fiscale, l'alignement des dépenses sur la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté et l'amélioration de la planification des investissements publics et de la passation des marchés publics. L'amélioration de la politique budgétaire et de la gestion des finances publiques ouvrirait aussi la voie à un accord en temps opportun sur un nouveau programme de référence.

Les administrateurs ont noté que l'évaluation du niveau actuel du taux de change effectif réel ne signale pas de problème immédiat pour la viabilité extérieure, encore qu'un ajustement budgétaire important s'impose sur la durée. Pour améliorer la compétitivité, un climat des affaires plus propice est nécessaire afin de promouvoir l'expansion du secteur privé non pétrolier. Les administrateurs ont préconisé des mesures promptes pour améliorer le système judiciaire, approfondir le secteur financier, faire en sorte que les banques se conforment aux règles prudentielles et mener à bien la réforme des entreprises publiques du secteur du coton et de services publics.

Les administrateurs ont encouragé les autorités à consacrer des ressources suffisantes à la compilation et à l'analyse des données statistiques pour corriger les déficiences des statistiques macroéconomiques du Tchad.

Les administrateurs ont salué les autorités pour avoir élaboré une deuxième Stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SNRP II) qui tire les enseignements de la mise en œuvre de la première SNRP. Ils se sont félicités de l'attention portée au rétablissement de la sécurité, à l'amélioration de la gouvernance, à une diversification économique accrue, au renforcement des capacités institutionnelles et à la promotion du développement humain. Ils ont souligné que la réussite de la SNRP est subordonnée à un engagement renouvelé pour la réduction de la pauvreté et la bonne gouvernance;

ils ont encouragé les autorités à concentrer leur effort sur un nombre réaliste d'objectifs cruciaux et à en suivre de près la mise en œuvre.

Les notes d'information au public (NIP) s'inscrivent dans le cadre des efforts que déploie le FMI pour promouvoir la transparence de ses prises de position et de son analyse de l'évolution et des politiques économiques. Les NIP sont diffusées avec le consentement des pays concernés, à l'issue de l'examen par le Conseil d'administration des rapports sur les consultations au titre de l'article IV avec les pays, de la surveillance de l'évolution économique à l'échelle régionale, du suivi post-programme et des évaluations *ex post* de la situation des pays membres qui ont mis en œuvre des programmes appuyés par le FMI sur une longue durée. Les NIP sont aussi diffusées à l'issue de l'examen des questions de politique générale par le Conseil d'administration, sauf si le Conseil en décide autrement.

Tchad — Principaux indicateurs économiques, 2008-2012

	2008	2009	2010	2011	2012
	(Variation annuelle en pourcentage)				
PIB réel	-0.4	-1.6	4.3	3.9	5.5
PIB pétrolier	-11.5	-5.2	2.1	-2.2	-7.5
PIB hors pétrole	3.2	-0.5	4.9	5.5	8.7
Indice des Prix à la Consommation (moyenne)	8.3	10.1	6.0	3.0	3.0
Production pétrolière (en millions de barils)	46.6	43.6	44.0	43.0	42.0
Monnaie au sens large	24.7	-4.0	20.0	9.2	13.5
Exportations, f.à.b	7.4	-31.2	21.2	3.4	-0.5
Importations, f.à.b	7.0	20.6	14.1	-5.6	-29.5
Compte courant (en pourcentage du PIB)	-13.7	-33.7	-33.1	-26.1	-7.4
	(Pourcentage du PIB hors pétrole)				
Recettes totales	48.6	25.2	37.2	34.7	33.5
Dépenses totales	43.1	46.1	49.7	36.3	33.9
Solde primaire hors pétrole	-28.7	-28.0	-31.8	-17.7	-14.8
Solde budgétaire global	6.7	-20.8	-10.6	-1.0	-1.6
	(Milliards de francs CFA)				
PIB nominal	3,740	3,228	3,758	4,032	4,361
PIB nominal hors pétrole	2,030	2,142	2,369	2,587	2,937

Sources : autorités tchadiennes ; estimations et projections des services du FMI.

Déclaration (préliminaire) de M. Rutayisire sur le Tchad
Réunion du Conseil d'Administration
16 Juin 2010

Au nom des autorités tchadiennes, je tiens à exprimer ma reconnaissance aux services du FMI pour leur engagement constant à l'égard du Tchad et pour leurs conseils, en particulier récemment dans le cadre du programme de référence. Je tiens également à remercier la Direction du FMI d'avoir su entretenir un dialogue franc et constructif avec les autorités que je représente tout au long d'une période de grandes difficultés intérieures.

Malgré les ressources pétrolières qui sont apparues au début des années 2000, le Tchad se heurte toujours à des défis considérables, avec notamment des indicateurs sociaux défavorables (éducation, santé, qualité de l'eau) et de graves insuffisances d'infrastructures (électricité, routes, capacités agricoles, etc.). L'économie tchadienne continue aussi à souffrir de conditions météorologiques difficiles, en particulier de la sécheresse, et de problèmes très anciens de sécurité — même si les autorités que je représente ont déployé des efforts dans ce domaine récemment grâce à un rapprochement avec un pays voisin pour surmonter la crise sécuritaire due au conflit persistant au Darfour. La situation en matière de sécurité a pesé lourdement sur les résultats mitigés enregistrés dans le cadre du programme de référence en 2009. Les autorités sont convaincues que les perspectives de croissance du Tchad à moyen terme dépendent en partie de la résolution des problèmes de sécurité, qui nécessite des ressources considérables. Le gouvernement entend tirer parti des progrès réalisés récemment pour relever plus énergiquement le défi sécuritaire et répondre aux besoins du pays en matière d'infrastructures. Dans leur nouvelle stratégie nationale de réduction de la pauvreté, adoptée en avril 2008, les autorités tchadiennes soulignent combien il est crucial de rétablir la sécurité, d'assurer la viabilité budgétaire et la solidité de la gestion des finances publiques, et d'améliorer la qualité des dépenses, afin de promouvoir la diversification économique et faire reculer la pauvreté.

A court terme, les autorités tchadiennes sont dans l'obligation de répondre à une crise humanitaire immédiate provoquée par la pénurie de vivres, et à effectuer d'autres dépenses prioritaires, tout en anticipant les défis budgétaires et structurels à relever à moyen terme pour dynamiser les perspectives économiques du pays. Elles espèrent pouvoir compter sur l'appui du FMI dans leurs efforts et restent disposées à discuter des moyens d'aller de l'avant pour rétablir des relations financières avec le FMI et redémarrer sur la voie qui mène au point d'achèvement de l'initiative PPTE. Leur objectif est de libérer les ressources nécessaires, qui sont rares, pour progresser vers la réalisation des OMD et faire reculer la pauvreté de manière significative.

I – EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE

L'économie tchadienne a souffert en 2009 d'une forte réduction de la production agricole due à une faible pluviométrie ainsi que d'une diminution de la production pétrolière, ce qui s'est traduit par une contraction de 2 % de l'activité économique. L'inflation a dépassé le cap des 10 % l'an dernier en raison des mauvaises conditions météorologiques, du niveau des

dépenses publiques, et des fluctuations des taux de change et des prix internationaux, avant de légèrement régresser une fois passée la crise des produits alimentaires et pétroliers.

En raison du ralentissement économique, la position budgétaire s'est détériorée car le gouvernement a pris des mesures anticycliques de dépenses alors que les recettes pétrolières étaient en baisse. Il s'est donc vu contraint d'utiliser l'épargne déposée à la banque centrale régionale, la BEAC, de puiser dans la contrepartie des nouvelles allocations de DTS accordées au Tchad, et de recourir au financement étranger — essentiellement sous forme de dons — pour financer les projets mis en œuvre par les bailleurs de fonds. Simultanément, les autorités tchadiennes ont accru les recettes fiscales non pétrolières, ce qui s'est traduit par une amélioration — bien que légère — du solde primaire non pétrolier pour 2009. La position de la balance des paiements tchadienne s'est également affaiblie et les réserves officielles brutes ont régressé du fait de la baisse des cours du pétrole.

Du fait que la situation macroéconomique du Tchad a évolué en grande partie en réaction aux chocs à la fois endogènes et exogènes, il n'a guère été possible de répondre aux besoins financiers de la société nationale de coton qui a enregistré des pertes en raison du faible niveau des cours mondiaux et de la baisse de la production. De même, les problèmes de budget auxquels est confrontée la société de services publics (eau et électricité) qui ne cessent de provoquer de fréquentes coupures de courant, doivent être réglés.

II – MESURES POUR 2010

Pour le reste de l'année 2010, les autorités vont axer leurs mesures sur la résolution des problèmes humanitaires et économiques immédiats. Comme il l'a déjà été indiqué, elles comptent tirer parti des progrès réalisés récemment pour poursuivre l'amélioration de la situation en matière de sécurité. Elles entendent également s'attaquer au problème de pénurie alimentaire et soulager les pressions exercées sur le budget par d'autres dépenses prioritaires à court terme. Pour atteindre ces objectifs, elles ont l'intention de mettre en place une loi de finances rectificative, dont elles ont déjà assuré le financement.

Réduire les incertitudes en matière de sécurité

Les autorités que je représente considèrent que la poursuite de l'amélioration de la situation en matière de sécurité est déterminante pour soulager le budget. Elles sont disposées à y consacrer les ressources — considérables — nécessaires. Elles considèrent que l'amélioration de la situation en matière de sécurité pourrait dopper l'activité économique hors secteur pétrolier et accroître les recettes non pétrolières, tout en faisant reculer les dépenses de sécurité.

Apporter une solution à la pénurie alimentaire

Les autorités tchadiennes partagent le point de vue sur la nécessité d'aborder le problème de la pénurie alimentaire à la fois par des mesures immédiates pour y remédier d'urgence, et des réformes à long terme pour accroître la productivité et la production agricoles. A court terme, du fait que près de 2 millions de Tchadiens risquent la famine, le gouvernement a décidé de

recourir au stock national de 10.000 tonnes de vivres et a commandé 33.000 tonnes supplémentaires moyennant un coût équivalant à près de 1 % du PIB non pétrolier. Il compte également sur la communauté des bailleurs de fonds pour financer d'autres approvisionnements en vivres, dont l'acheminement est coordonné par le Programme alimentaire mondial.

Autres dépenses prioritaires immédiates

Le Tchad est également soumis à de fortes pressions pour effectuer des dépenses en raison de l'approche des élections législatives (fin 2010) et présidentielles (avril 2011), des investissements en cours pour combler les lacunes du pays en matière d'infrastructures, et des paiements d'arriérés et d'autres engagements. Les autorités sont prêtes à répondre à tous ces débours immédiats par la loi de finances rectificative, qui doit être assortie des ressources appropriées.

III – DEFIS A RELEVER A MOYEN TERME

Remédier à la baisse tendancielle des recettes pétrolières

Les autorités tchadiennes ont pleinement conscience des défis que représente la baisse tendancielle des ressources pétrolières en termes de dette, de finances publiques, et de développement. Elles reconnaissent que la situation budgétaire — qui est déjà devenue tendue — ne va cesser de poser de nouveaux problèmes. Ceci étant dit, elles sont convaincues que, à ce stade, un resserrement de la politique budgétaire pourrait s'avérer contreproductif, car il ne soutiendrait pas la reprise amorcée au lendemain du choc mondial récent et ne répondrait pas aux importants besoins en investissements du pays. Les autorités tchadiennes poursuivent leur analyse des perspectives macroéconomiques à moyen terme, qui doivent tenir compte de l'amélioration prévue de la situation en matière de sécurité, de l'évolution des cours du pétrole, de la découverte de nouveaux gisements pétroliers et d'autres ressources naturelles. Elles espèrent que les services du FMI continueront à proposer des conseils de qualité en matière de politique économique qui tiendront compte de tous ces éléments.

Il est également essentiel de remédier à la capacité d'absorption limitée du pays pour que le Tchad puisse combler ses lacunes en termes d'infrastructures. Le gouvernement tchadien sera heureux de recevoir toute forme d'assistance technique de la part de bailleurs de fonds qui aura pour but de l'aider à concevoir un cadre pluriannuel d'investissements et d'améliorer la gestion des finances publiques. En outre, les autorités que je représente partagent le point de vue des services du FMI sur la nécessité de maintenir des mécanismes qui garantissent la transparence dans le secteur pétrolier (loi de gestion des revenus pétroliers ; actions en cours dans le cadre de l'ITIE ; etc.). Elles sont également désireuses d'accroître encore les recettes fiscales non pétrolières par la mise en place de réformes de l'administration fiscale et la simplification des codes des impôts et des douanes ; par une meilleure adéquation entre les dépenses et les priorités énoncées dans la stratégie nationale de réduction de la pauvreté ; et par l'amélioration de l'exécution budgétaire. A cet égard, l'assistance technique des bailleurs de fonds sera essentielle.

Secteur financier

Les autorités que je représente ont pleinement conscience des facteurs de vulnérabilité du secteur financier, notamment le manque de profondeur des circuits financiers, la fragilité de certaines banques, et le développement insuffisant des marchés financiers régionaux. Elles continueront à renforcer leur coopération avec l'organe régional de contrôle bancaire, la COBAC, pour régler les problèmes de solvabilité des banques.

Réformes structurelles

Les autorités reconnaissent que le climat des affaires au Tchad présente encore d'énormes possibilités d'amélioration. En dehors des efforts destinés à renforcer la sécurité et à améliorer la solidité et le fonctionnement du secteur financier, elles considèrent que consolider le système judiciaire et résoudre les problèmes qui pèsent sur les secteurs de l'énergie et du coton sont des conditions essentielles à remplir pour améliorer le climat des affaires et alléger le poids que représentent ces secteurs sur le budget.